Cinquante-troisième Année. — N° 162

VENDREDI 31 DÉCEMBRE 1948

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy, Paris-10e
C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchie est la plus haute expression de l'ordre. »
(Elisée Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

ESPAGNE
RÉPRESSION PERMANENTE

Chaque jour des camarades libertaires espagnols tombent, victimes de la répression franquiste. A l'exception de quelques cas isolés, comme celui de l'écrivain Albert Camus, répondant récemment à Gabriel Marcel dans « Combat » par son article « Pourquoi l'Espagne », la conspiration du silence s'efforce d'enfermer la valeureuse Espagne libertaire dans l'oubli et l'indifférence. Qu'importe que les hommes tombent, assassinés par le dictateur catholique ! Des considérations « supérieures » sont en jeu et les démocraties doivent épargner Franco ; l'Espagne ne doit-elle pas devenir le pivot de la stratégie américaine lors de la prochaine troisième guerre mondiale ? L'infanterie de Franco n'est-elle pas appelée à s'unir à « l'Armée Fédérée » de Delattre de Tassigny et de Montgomery pour un nouveau « baroud » d'honneur.

Les journaux, même ceux de « gauche » préfèrent émouvoir leurs lecteurs avec les derniers scandales, plutôt que de se faire l'écho des tragiques faits divers d'outre-Pyrénées. Qu'ont-ils dit lors des assassinats de Soler, Carballeira, d'Amador Franco, d'Antonio Lopez et de tant d'autres de nos camarades ?

Une fois de plus, nous sommes presque les seuls à crier au monde l'indignation des hommes libres, mais nous le faisons du plus profond de notre cœur, avec cette sourde colère, qui, un jour soulèvera les esclaves contre leurs tyrans. A la répression permanente de Franco, nous devons opposer notre opposition permanente, active, généreuse.

Franco essaie de camoufler ses assassinats politiques en prétendant que nos camarades ont commis des actes criminels. Ces procédés de basse police sont vraiment trop faciles, trop classiques. Mais un régime qui en arrive là pour survivre prouve lui-même qu'il est débile, caduc et condamné.

Nos camarades, eux, meurent la tête haute, sans implorer de pardon.

A l'époque de Francisco Ferrer ou de Sacco et Vanzetti, de tels crimes auraient soulevé une indignation mondiale.

Aujourd'hui, l'homme est un atome perdu dans l'univers totalitaire et concentrationnaire, quelque chose qui ne compte pas, de plus en plus étranger à sa propre société.

C'est là l'absurdité tragique de notre temps. Mais il n'est d'absurdité que l'on ne puisse dépasser, de mur que l'on ne puisse franchir. Il est des hommes qui n'abdiquent pas. Nous sommes avec ceux qui osent marcher à contre-courant, avec ceux qui, jusqu'au bout, restent fidèles à eux-mêmes.

EN CHINE ON SE BAT
pour les capitaux américains

La faiblesse économique, l'impossibilité d'exporter de l'U.R.S.S. facteurs prédominants de la politique en Chine

Il semblerait que l'interminable guerre civile qui ravage depuis plusieurs dizaines d'années l'immense république chinoise, s'achemine vers sa solution définitive.

Les armées de Tchang Kaï Chek refluent vers le Sud, abandonnant la Mandchourie à l'armée rouge, laissant Pékin, la vieille cité impériale, encerclée, et s'apprêtant à défendre les passages du Houang-Ho (fleuve Jaune), à livrer devant Nankin la bataille qui décidera du sort de la République.

Les nationalistes débordés ont vainement fait appel aux Américains. Ceux-ci qui si souvent ont été les banquiers du Kouamintang semblent avoir perdu toute confiance en un redressement possible de la situation militaire en faveur de Tchang. Ils ont resserré les cordons d'une bourse autrefois largement ouverte et négocient avec Mao Tsé Tung.

Le monde étonné s'interroge sur les raisons de ce subit revirement de la Maison Blanche, pourtant habituée à considérer l'Empire Céleste comme un débouché naturel ouvert à l'industrie prolifique des Etats-Unis. Des explications diverses sont avancées par les commentateurs de la presse mondiale, toutes ayant un caractère d'objectivité certaine et méritant d'être examinées.

Pour certains, le réalisme des dirigeants américains l'aurait emporté sur la sentimentalité idéologique. La Chine de Tchang serait apparue au département d'Etat comme absolument corrompue, livrée à une administration concussionnaire, à des politiciens tarés, à des généraux continuant la tradition du « seigneur de la guerre » toujours prêt à négocier avec le plus offrant, quitte à l'abandonner à son tour, au hasard des fluctuations de la situation militaire ou politique. Devant l'impuissance du gouvernement central à enrayer cette décomposition, Wall Street se serait décidé à cesser de remplir ce tonneau des Danaïdes et de pousser Marshall à négocier avec le vainqueur afin de limiter les pertes que ne manquera pas de causer au capitalisme américain l'effondrement escompté du Kouomintang.

Pour d'autres, le caractère « libéral » du communisme chinois, son « indépendance » vis-à-vis de Moscou, la forme que prend la « socialisation » des campagnes, son impuissance à pénétrer rapidement dans une masse statique et encore toute imprégnée d'une civilisation millénaire, aurait rassuré Washington qui n'aurait plus vu à travers cette « socialisation libérale » qu'un élément de progrès, de rajeunissement susceptible de se tourner vers la grande puissance en état de hâter son industrialisation.

Enfin des spécialistes n'ont voulu voir dans la bataille qui se livre en Chine, qu'un front secondaire d'une lutte plus vaste, à l'échelle du monde. Les Etats-Unis persuadés que la bataille principale se livrera en Europe, aurait volontairement abandonné la Chine pour concentrer tous ses efforts en Allemagne.

On parle également d'antagonisme entre les Etats-majors rouges, entre Staline et Mao qu'on nous présente comme un nouveau Tito, ce qui expliquerait l'attitude américaine, certaine de pouvoir continuer à pêcher dans les eaux troubles de la Chine.

Il y a certainement du vrai dans tout cela, mais il faut convenir qu'il est bien difficile à un européen de percevoir tous les ressorts que font mouvoir les divers impérialismes qui se disputent l'immense république chinoise. Pourtant il existe un certain nombre de faits que l'on peut considérer comme des quasi-certitudes.

Ceux qui tablent sur la structure actuelle de l'économie en Chine soviétique, ne doivent pas oublier que la soviétisation ne prend dans sa première phase que très rarement le caractère de l'étatisation intégrale. Ce n'est qu'au moment où la clique stalinienne a la main-mise sur tout le pays, sur tous les rouages de l'Etat, et cela s'obtient à l'aide de formules « communistes libérales » telles que: « la terre aux paysans par le partage entre tous », qu'elle revient, sous prétexte de la nécessité d'augmenter la productivité, à l'expropriation totale au seul profit de l'Etat. Les exemples des démocraties populaires, en particulier de la Pologne, sont probants. Or rien dans l'attitude de Mao ne peut permettre d'affirmer que la conquête de la Chine terminée il ne se conformera pas à la tactique déjà expérimentée et cela quelles que soient ses divergences « supposées » avec Moscou.

Le département d'Etat ne doit pas ignorer ce danger. Un autre fait existe, guère contestable lui non plus. C'est l'impossibilité où se trouve la Russie d'outiller, d'industrialiser la Chine. L'économie soviétique ne peut que difficilement exporter l'outillage nécessaire à ses gouvernements satellites et l'on peut penser que longtemps encore, Moscou, obligé d'alimenter économiquement les démocraties « populaires » du bassin du Danube sera dans l'impossibilité d'aider efficacement Mao. Car ce serait au détriment des Etats d'Europe Centrale alors livrés pieds et poings liés aux Anglo-Saxons.

On peut donc penser que devant cette nécessité pour la Chine nouvelle de passer par leur économie, les Américains ont préféré abandonner le gouffre nationaliste de manière à reporter leurs crédits et leur outillage à une administration communisante, plus fer-

(Suite page 2, col. 3.)

A Compiègne

LES "BEAUTÉS" DE L'ARMÉE

L'armée organise une exploitation d'un genre nouveau.

MM. les Officiers de la base aérienne de Compiègne ayant décidé de s'offrir une petite fête et manquant de fonds (ces tout petits crédits militaires !), ont eu l'idée originale de recourir au lampiste.

A cet effet, on procéda au lancement d'une tombola dite « des œuvres sociales de la garnison de Compiègne », et les permissions ne furent plus délivrées qu'accompagnées d'un carnet de billets.

Comme on pouvait s'y attendre les dits carnets revinrent intacts la semaine suivante au bureau du colonel.

Celui-ci entra immédiatement dans une colère bleue, renvoya les carnets et donna l'ordre de ne plus délivrer de permissions que contre remise des 100 fr. prix du carnet. Sur ces entrefaites arrivèrent les recrues de la classe 48/2. On commença par les enfermer trois semaines en prétextant les nécessités de l'instruction (?), après quoi leur première sortie fut conditionnée par l'achat des derniers carnets invendus.

Il y eut bal, buffet garni, et les 2e classe furent autorisés à y assister, moyennant 250 francs d'entrée et le port d'une tenue civile en rapport avec la présence de trois généraux et d'une ribambelle de colonels !

Dépenses militaires
500 MILLIARDS

Equipement
269 MILLIARDS

L'U.R.S.S.
vue par un anarchiste

Les grandes enquêtes du « Lib »

NOTES IMPORTANTES

1° Certains lecteurs ont émis des doutes sur la « réalité » de l'existence du camarade russe interviewé. On comprend aisément pourquoi nous ne pouvons donner son nom, même depuis son départ pour l'Australie.

Mais il y a un moyen de nous confondre : que « l'Humanité », « la Pravda », ou « la Vie Ouvrière » (avec le retour du pèlerin pas très curieux Leriche), apportent LA PREUVE (textes de lois, de jugements, etc...), que les affirmations publiées au cours de notre enquête sont fausses. Que ces journaux nous parlent donc des « progoul » ! Mais « l'Humanité » préfère le silence...

2° Un camarade nous signale que les revues pro-soviétiques fixent des chiffres de traitement pour les administrateurs plus importants que ceux donnés dans notre article n° 1.

Nous tenons à préciser que les chiffres que nous avons donnés sont parfaitement exacts pour la grande masse des directeurs d'usines (usines de 500 à 2.000 ouvriers).

Les traitements très élevés (au-dessus de 2.000 roubles) sont très rares et ne concernent que les directeurs de quelques usines de grande importance (plus de 20.000 ouvriers). Ajoutons que le directeur d'usine (le directeur seulement) perçoit une prime de 150 % de son traitement si le plan est exécuté à temps.

L'AGRICULTURE (IV)

— Avant d'en venir à d'autres points, je voudrais vous poser encore quelques questions sur les kolkhoses. Les Staliniens prétendent que les moyens de terreur employés au cours de la collectivisation étaient rendus nécessaires par l'opposition des « Koulaks ». Que peut-on objecter à cela ?

— *Les vrais Koulaks avaient été « liquidés » avant 1929. On désigna comme « Koulaks » à partir de cette période même les pauvres qui étaient adversaires de l'entrée au kolkhose. Certes, une nouvelle couche sociale paysanne s'était formée à partir de 1923, au temps de la NEP, mais ces « Koulaks » nouvelle manière ne possédaient au plus qu'une maison (en briques), 1 cheval, 2 ou 3 vaches.*

Ces paysans, même s'ils étaient d'anciens partisans rouges, même s'ils n'exploitaient aucun personnel, furent déclarés « Koulaks » s'ils n'entraient pas au kolkhose.

— Mais on peut estimer que pendant la N.E.P., la situation s'était améliorée à la campagne !

— *Effectivement. Il y eut même une migration de la ville vers la campagne, arrêtée par la collectivisation forcée et la baisse du niveau de vie du paysan.*

— Pour en finir avec la vie au village en U.R.S.S., pouvez-vous affirmer qu'il n'y ait aucun changement, aucune amélioration d'année en année ?

— *Bien au contraire. Par exemple, dans une nouvelle république comme l'Esthonie, on s'efforce d'inciter le paysan à venir au kolkhose lorsque la collectivisation n'est pas rendue obligatoire et pendant qu'on liquide les Koulaks, on attire les seredniaks et les vedniaks en leur promettant... 6 à 8 kgs de blé par jour de travail (mais au moment des travaux saisonniers — récoltes — seulement). Puis peu à peu, le régime se durcit.*

Partout, depuis la guerre, aux impôts et prélèvements que je vous ai cités l'autre jour, sont venus s'ajouter des prélèvements pour l'armée, pour les invalides, les veuves. La guerre finie, les prélèvements ont continué.

Autre chose : après vingt ans de collectivisation, *aucune sécurité n'existe pour le paysan.* S'il est malade, il ne

(Suite page 2, col. 3.)

Quand les Staliniens font appel au chauvinisme allemand

Il y a environ 100.000 travailleurs allemands en France. Le P.C.F. ne les a pas oubliés. Pendant des années il a exigé l'extermination massive des travailleurs « boches », ensuite il a lutté contre la libération « prématurée » des prisonniers de guerre allemands. Maintenant il publie un petit journal de langue allemande à destination de ces mêmes victimes des chauvinismes européens.

Nous avons devant nos yeux le « Bulletin intérieur d'information pour les travailleurs allemands adhérents de la C.G.T. », en allemand simplement « C.G.T.-Information », n° 5 du 10 décembre 1948. Ce journal est écrit par des staliniens français qui — dans un allemand orthographiquement assez fragile — font appel au « sentiment national allemands » !

On savait déjà que le P.C. allemand a comme mot d'ordre principal « l'Unité Nationale Allemande », que les staliniens allemands se disent « les meilleurs Allemands ». Ce qu'on ne savait pas encore, c'est que les staliniens français, l'avant-garde du chauvinisme français et antiboche, se présentent aux travailleurs allemands en France comme champions de la cause nationaliste allemande. Si jamais la duplicité stalinienne avait besoin d'être démasquée elle l'est dans « C.G.T.-Information ».

André Tollet, secrétaire de la C. G.T., s'adresse aux travailleurs allemands et leur dit que les crimes nazis ont « sali votre honneur national » ; il leur assure que les travailleurs français « ne feront jamais la guerre à d'autres peuples et surtout pas à l'U.R.S.S. ». On sait que le P.C. allemand exige la nationalisation de la Ruhr par un Etat central allemand, alors que le P.C.F., contrairement à la section allemande, exige « le contrôle français ». Comment s'en sortir ?

(Suite page 2, col. 6).

Ceux qu'il faut connaître

« LA RÉPUBLIQUE MODERNE »
fait peau neuve...

Après la crise de Franc-Tireur, dont les rédacteurs se sont installés à « Libération » comme en pays conquis — en couvrant leur retraite d'un épais rideau de quadruples colombiers — voici (en plus petit) la crise de la République Moderne, dont la rédaction fonde un nouvel organe, ou plutôt le même organe sous un nouveau titre : La République Fédérale en fusionnant avec « Masses ». De l'idéologie de C.M. Hytte et Robert Aron, notre camarade Fontaine a dit ici-même ce qu'il pensait et nous n'y reviendrons pas. L'équipe « travailliste » qui leur succède ne paraît en rien mériter la distinction nécessaire entre le journalisme d'idée et le journalisme d'argent. A feuilleter le numéro de novembre, on reste pantois devant le confusionnisme — cette fois parfaitement voulu — des « héritiers du titre ».

A première vue, l'orientation semble à peu près la même. « Sortir du Capitalisme sans tomber dans le totalitarisme » est une devise acceptable. Dénoncer Thorez, Queuille et de Gaulle, pourfendre l'impérialisme russe et son rival américain, sans oublier la Grande-Bretagne, que nos « travaillistes » nouveau style ont en particulière horreur ; moquer Bidault, et sa tentative avortée de reconstituer sous son égide un « Front popu » P.C.-S.F.I.O.-M.R.P. ; constater la décomposition politicienne du syndicalisme dont les trois grandes centrales sont reconnues comme de simples appendices des partis susnommés, — c'est tenir un langage fort raisonnable, et parfois plus âprement critique que celui auquel nous avait habitué la « revue jaune ».

Mais il est des signes infaillibles auxquels un lecteur avisé doit être sensible, dans le savant dosage des transitions. C'est d'abord l'absense de toute condamnation du colonialisme, du militarisme et de la politique de « grandeur nationale ». La France est présentée comme un pays « d'immenses ressources », mis à sac par des hommes à la solde de l'étranger. Les communistes sont des « traîtres à la patrie » ; De Gaulle, outre qu'il est « impopulaire en Amérique », aurait eu, au témoignage de B. S. Townroe qui dirige l'Association Franco-Britannique, la paternité d'un plan de rattachement de la France à l'Empire Britannique (un gouvernement, deux parlements); le même danger d'absorption réapparaît par la Conférence du Commonwealth qui permet d'adhérer par un traité d'Union à la citoyenneté britannique, sans même reconnaître la couronne royale d'Angleterre (sic). Trop d'ardeur à dénoncer les menées étrangères — Voilà qui fait dresser l'oreille. Car ce ton appartient tout particulièrement aux journaux qui passent aux guichets, tout au

(Suite page 2, 1re col.)

Qui gère la ville de Grenoble ?

Les élections municipales qui se déroulèrent il y a quelques mois, sous le signe des luttes entre partis, eux-mêmes prisonniers ou serviteurs des grands courants impérialistes, marquèrent une étape décisive dans la vie des villes, bourgs et communes.

La population fut invitée à désigner, non pas des administrateurs intelligents, intègres et dévoués aux intérêts du public, mais bien des politiciens qui s'engageaient à crier « Vive de Gaulle ! » ou « Vive Thorez ! », en toutes circonstances.

Et à Grenoble, comme ailleurs, la chose publique fut oubliée au profit des batailles en cours entre candidats au pouvoir.

Déjà, la centralisation à outrance, l'immixtion de l'Etat dans tous les domaines de la vie municipale, l'intervention des féodalités politiques, avaient contribué à faire perdre toute autonomie aux entités locales. Quand vint l'heure du succès chez les uns, ce fut la curée. Chez les vaincus, ce fut la guerre au couteau, sans souci de l'administration des services publics.

A Grenoble, on vit le R.P.F. placer ses hommes à tous les postes plus ou moins lucratifs ou permettant un travail de propagande payé par la collectivité. On vit également les partis M.R.P., S.F.I.C., communiste se lancer dans des polémiques spectaculaires à propos de tout et de rien. A propos du théâtre, par exemple, où nul n'allait autrefois, mais qui, une fois fermé par mesure de sécurité, soulevait un enthousiasme de commande. A propos d'un immeuble construit à moitié par le Ministère de la Reconstruction... qui devait y loger des bureaux, et qui, après des tractations et des combines sans nombre, finit par être attribué à un collège de jeunes filles, au mépris de toutes les règles de l'hygiène scolaire.

Les séances du Conseil étaient suivies par une troupe de fanatiques appelés par les fractions. L'assemblée hurlait et jouait son rôle à merveille, applaudissant ou sifflant, injuriant ou proposant une minute de silence. Du Guignol et du Cirque.

Tant de manœuvres, d'appétits déchaînés, de profond mépris pour l'administration de la ville, aboutirent à l'effritement du R.P.F., écartelé entre affairistes et francs-maçons. Les communistes en profitèrent pour réclamer la mairie. Ils l'obtinrent. Mais tous les autres conseillers démissionnèrent. Ce qui entraîne de nouvelles élections.

En attendant, la ville n'est toujours pas gérée.

Et si, pourtant. Les ordures sont enlevées chaque jour. L'éclairage public fonctionne. Les cantonniers travaillent. Les réparations s'effectuent. Les instituteurs font la classe. Les services de l'état civil sont ouverts.

Chacun peut se rendre compte que l'administration d'une ville se fait par les travailleurs, par les fonctionnaires, sans affiches électorialistes, sans coups de gueule partisans.

Les salariés grenoblois devraient, avant de s'emballer pour ou contre les comédies de l'Hôtel de Ville, réfléchir un instant. Ils comprendraient sans difficulté qu'une bonne gestion de n'importe quelle cité se fait par ceux dont c'est le métier, contrôlés par la population qui est usagère et contribue à payer les frais.

Et que les fractions politiques, leurs querelles et leurs combines, ne servent rigoureusement à rien.

A Grenoble pas plus qu'ailleurs.

PARANE.

P.T.T.

Les P.T.T. forment le système nerveux du territoire. Leur arrêt, même partiel, entraînerait de graves perturbations et leur suppression serait la source de catastrophes inimaginables.

Par exemple, on ne pourrait plus utiliser le compte chèque postal pour virer au C.C.P. 5561-76, Robert Joulin, 145, quai Valmy, Paris, les soixante francs nécessaires pour un abonnement de propagande donnant droit à dix numéros !

Les P.T.T. fonctionnent ! Profitez-en !

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Ah ! quel système !

L'éditorial de Claude Bourdet dans « Combat » du 25 décembre m'a profondément ému.

On y lit cette phrase : « Souhaitons que les communistes se souviennent que c'est, selon leur propre doctrine, le système social qui est mauvais et non la nature des hommes et qu'il est donc inutile de vouer aux gémonies M. de Gaulle, M. Marshall, M. Jules Moch qui sont, eux aussi, victimes du même système ».

Voilà une lueur nouvelle, une lueur fulgurante et qui éclaire d'un jour nouveau la souffrance des hommes. A dire qu'on ne s'était pas encore aperçu que, ministres, députés, ambassadeurs et généraux succombent eux aussi sous le poids de l'injustice, des bas salaires, de la faim et des semelles trouées ! Que tous ceux qui errent dans les châteaux et roulent carrosse sont les victimes ignorées, les spectres douloureux du système!

Et, tout de suite, j'ai voulu faire amende honorable. Je me suis d'abord adressé à un flic : « Vous êtes une gueule de vache, mais une victime, voyez. Une victime ! Ah ! quel système ! »

Le flic soupira profondément et me répondit : « Hélas, quel système ! » et il me donna gentiment un vigoureux coup de matraque.

M'étant déguisé en clochard, je me postais à l'entrée d'un cabaret chic. Un gros homme titubant en sortit bientôt. Il avait l'air bien malade !

« Hélas, lui dis-je. Vous êtes une victime ! Ah ! quel système ! »

Il me donna 10 francs et, s'engouffrant dans sa Buick il hoqueta : « Ah! quel système ! »

Moch lui-même souffre, n'en doutons pas. Il me l'a d'ailleurs confirmé lui-même. Je l'avais surpris en train de donner à son chien une aile de perdreau. Tableau plein de touchante bonté.

« Le matraquage ? Les mitraillettes ? Les grévistes tués ? Mais, monsieur, j'en suis la première victime ! Ah ! quel système ! Heureusement que mon ami Bourdet a remis les choses en place ! »

Heureusement ! Quel système, quel système ! !

Continuant mon enquête, j'allai chez mon patron !

« Hélas, me répondit-on, il n'est pas là !.. Il a été obligé de partir chasser le canard en Sologne ! »

Ah ! quel système !

Thorez ensuite me reçut dans son castel :

« Eh, oui, mon cher, vous le voyez : moi qui étais si bien au fond de la mine, je suis maintenant obligé de vivre dans le luxe, dans les tapis, dans la ouate, pour tout dire ! Je mange trop, je grossis, je digère mal ! Vivement que nous ayons un gouvernement d'union démocratique ! Ah ! quel système ! »

A Colombey-les-Trois-Eglises, je me fis introduire chez de Gaulle. Un magnifique portrait de de Gaulle en pied, micro en main et sabre au clair, ornait tout un panneau. Sur la cheminée, un buste de de Gaulle, et sur son bureau trois photos de de Gaulle.

Avec une brusquerie toute militaire, il répondit à ma question :

« Le système ? Connais pas... »

« Mais enfin... »

« Connais pas ! Connais que le système de Gaulle ».

« Ah ! Ah ! Vous êtes R.P.F. ? » lui dis-je. Il acquiesça et me fit jeter dehors.

Enfin, et pour terminer, Bourdet me reçut. Il était exténué, affaissé. Avec un pareil système, cela se comprend !

« Enfin, lui demandai-je, pourquoi avez-vous écrit un tel article ? »

« Pourquoi ? » Et il leva les bras au ciel !

« En voilà une question ! Mais j'y suis obligé, mon cher, obligé! »

Ah ! quel système ! Quel système !

★ U. R. S. S. ★

(Suite de la première page)

reçoit aucun secours. *Quelquefois, si le directeur est humain, on lui verse son « avance », mais elle sera déduite de son compte en fin d'année.*

Pendant la guerre il a couru des bruits selon lesquels le système kolkhosien serait supprimé, ceci pour alimenter l'espérance des masses paysannes en un avenir meilleur.

En fait le régime, après l'épuration de 1946, est resté ce qu'il était avant 1939.

— Une telle situation du travailleur doit jouer sur la production agricole dans un pays qui pourtant passe pour un des premiers. Les Staliniens nous ont assez dit que l'U.R.S.S. pouvait ravitailler ses alliés. Qu'en est-il au juste ?

— *Les exportations n'existent qu'au prix de privations terribles pour le peuple russe.*

Nous avons ri (amèrement), nous autres Russes, en 1945, quand l'U.R.S.S. a livré du blé à la France car à ce moment-là, le pain était sévèrement rationné et nous ne trouvions pas un gramme de farine dans les boulangeries.

La même chose en 39-41. A ce moment, le pacte Staline-Hitler fut parfaitement appliqué par Staline : *des millions de tonnes de produits furent livrés jusqu'au dernier moment.*

Les trains de 80 wagons se suivaient chaque nuit, en direction de l'Allemagne, sur toutes les lignes. J'ai pu vérifier cela à ce moment, grâce à la complicité de cheminots qui étaient soumis au serment et ne travaillaient que de nuit. Des wagons de sucre, de farine, de volailles, étaient prêts à partir quand la guerre a commencé, alors que l'Angleterre avait prévenu Staline des projets des Allemands. Et pendant ce temps, des enfants mouraient d'inanition.

Ceci explique que dans les premiers temps, avant que les atrocités nazies en territoire occupé aient dressé les Russes contre Hitler, la guerre fut accueillie comme une délivrance. Rappelez-vous l'avance des Allemands dans les premières semaines.

— Qu'exporte surtout l'U.R.S.S., en tout temps ? ?

— *Je répondrai en une phrase : tout ce qui est de bonne qualité et qui rapporte des dollars : matières premières, blé, beurre, conserves de viande et poissons, coton, volailles, bois. Du bois surtout, car dans ce domaine la Russie peut concurrencer le reste du monde : les forêts sont immenses, la main-d'œuvre est pour rien (déportés, camps de concentration).*

— On peut penser que, même en privant le peuple russe, le gouvernement, pour exporter, dispose d'une production très puissante ?

— *Par les chiffres totaux, oui. Mais ceci n'est vrai qu'à cause de l'immensité de l'U.R.S.S. En fait, le rendement est faible. 30 % des produits sont perdus dans les champs ou dans les dépôts. La consommation des Russes est très inférieure : dans les magasins des villes (magasins d'Etat) les produits sont de mauvaise qualité. Il est vrai qu'il y a, en plus, le marché kolkhosien.*

— A propos, lorsqu'un kolkhose ne livre pas à l'Etat ce qui lui est imposé, il ne peut rien vendre au marché ?

— *Dans de tels cas, le Pouvoir interdit la vente, non seulement des produits du kolkhose, mais même des produits des jardins individuels des kolkhosiens. De plus, si dix kolkhoses (sur soixante par exemple) n'ont pas fait leurs livraisons complètes, l'interdiction de vendre s'étend à tous les kolkhoses du district :* punition collective !

Ce sont les villes surtout qui en souffrent, car le marché kolkhosien, bien que cher, nourrit, en fait, les populations.

— Les 30 % de perte sur la production, à quoi les attribuer ?

— *Au manque d'intérêt total des travailleurs pour une production dont ils ne profitent pas. Ainsi, la récolte n'est jamais faite à temps. Le kolkhose ne possède aucune machine et c'est l'Etat qui détient l'essence. Tout le travail mécanique est accompli par les M.T.S. Pour le reste, pour la moisson, par exemple, on recrute dans les villes des équipes de secours. C'est la période de l'année pendant laquelle les kolkhosiens ont du travail. A ce moment même, on va les chercher pour travailler, car ils ne travaillent avec intérêt que leur petite parcelle individuelle qui les fait vivre.*

Et sur ces parcelles, le rendement est plus fort *que sur les terres des kolkhoses.*

La perte des produits ne s'effectue pas qu'aux champs, mais aussi dans les dépôts.

— A ce sujet, pourriez-vous nous indiquer comment se fait la collecte des produits ?

— *C'est extrêmement compliqué, les organismes sont multiples, varient suivant les produits. Les kolkhoses livrent aux entrepôts régionaux. Pour le blé, l'entrepôt est le zagotzerno ; pour le bétail, c'est le zagotskot ; pour la volaille, le ptitz-prom ; pour le beurre et le lait, le maslo-mol-prom ; pour les légumes et fruit, le plod-ovoschtsch, etc...*

Aux complications bureaucratiques, s'ajoutent les combines : les responsables des entrepôts falsifient les comptes, ils enregistrent des chiffres moins importants que les livraisons réelles, le vol est courant.

— Le vol et la combine semblent, là encore, des faits courants de la vie en U.R.S.S. ?

— Des dizaines de milliers de paysans *sont condamnés annuellement. Ces vols sont parfois insignifiants, mais ils sont rendus nécessaires pour vivre. Les condamnations pour sabotage sont nombreuses également.*

Dans le code, il existe un paragraphe spécial pour le vol de blé, *prévoyant de cinq à dix ans d'I.T.K. Au début, on publiait les sentences des tribunaux dans la presse pour terroriser les paysans.*

Les directeurs, pour éviter toute responsabilité, invoquent souvent les accidents, ils chargent le gardien, le simple employé.

Une épuration spectaculaire a eu lieu en 1946 dans les organismes de l'administration. Les dénonciations pleuvaient, les procès furent si nombreux que l'épuration fut arrêtée.

— Mais pourtant, les revues d'inspiration stalinienne vantent les progrès de la production soviétique ?

— *Lorsqu'elles donnent les chiffres de production (ou d'augmentation de production) des kolkhoses, elles devraient mettre en regard la production des mêmes terres avant la collectivisation forcée. Au moins, pourrait-on conclure scientifiquement.*

Ce qui est indéniable, c'est que les directeurs de kolkhoses truquent les chiffres. *De la façon suivante : si on leur demande, par exemple, 250 quintaux de grain pour 10 hectares, ils font ensemencer 15 hectares mais n'en déclarent que 10. Ainsi, ils arrivent même parfois, à dépasser le chiffre demandé ! et ils ont alors droit aux articles de journaux élogieux. C'est ainsi que des kolkhoses réalisent 150 % du plan sur certains produits !*

— Le pouvoir ne peut ignorer cela. L'aisse-t-il faire ?

— *Les présidents des centres sont personnellement responsables de la production des kolkhoses de leurs secteurs. Si, par exemple, ce plan n'est pas exécuté, ils sont signalés dans les journaux, perdent leur poste, peuvent être poursuivis. Aussi sont-ils complices des truquages.*

Il y a bien une épuration de temps à autre. La dernière qui a eu lieu en 1946, s'est attaquée aux chefs des Reikom, Oblkom, etc... Il s'agissait de trouver des boucs-émissaires pour canaliser le mécontentement du peuple.

— Il serait intéressant pour nos lecteurs de juger de la complexité des rouages administratifs. Pouvez-vous nous donner quelques éclaircissements ?

— *Parlons du kolkhose, qui ne possède rien, ni instruments mécaniques, ni engrais, et qui doit tout demander aux M.T.S. et à l'Etat.*

Dans le kolkhose, la Commission administrative et le Président dont nous avons vu, l'autre jour, l'étrange mode de désignation. Les travailleurs forment l'équipe ou « artiel », répartie en brigades, les brigadiers étant responsables, chacun pour la partie du travail revenant à la brigade. Les femmes sont groupées en « maillons », sorte de brigades. Les comptables, à part, sont des privilégiés.

Au-dessus du kolkhose, par district, un organisme administratif le Rai-is-polkom, contrôlant les kolkhoses selon les directives du centre. A côté, un organe du parti communiste, le Rai-kom qui le contrôle étroitement.

A l'échelon régional, l'organisme administratif est le Obl-ispolkom, contrôlé par l'organisme du parti, le Ob-kom.

Puis, dans chacune des Républiques, sur le plan administratif, un ministère de l'Agriculture, et, à côté, le contrôlant, le Politbureau du Comité central du parti.

Au-dessus encore, les mêmes organismes, mais surveillant le tout, à l'échelle de l'Union (U.R.S.S.).

De plus, depuis 1946, a été créé un Soviet des Affaires kolkhosiennes qui est annexé au ministère de l'Agriculture.

— Comment un tel appareil, aussi lourd, pourrait-il, en effet, ne pas créer de complications ?

— *En vérité, seul le Centre Suprême commande. Ainsi, en fin d'année, pour l'année qui vient, est publié dans la* Pravda, *sous la signature du Gouvernement et du Comité Central, le plan de ce que chaque région doit produire.*

— La structure est-elle aussi compliquée, pour l'administration des sovkhoses ?

— *Les sovkhoses ont la même administration, appartiennent à la même struture.*

Les leskhoses (forêts) appartiennent à l'Etat également.

— Eh bien, nous avons fait, je crois, le tour de la question. Voyez-vous quelque chose encore qui mérite d'être mentionné ?

— *Je crois que nous avons parlé des conditions de vie du kolkhosien, du travailleur du sovkhose. Nous pourrions dire que les ouvriers des M.T.S., ouvriers qualifiés, spécialistes sont considérés comme des privilégiés. Il n'y a pas de limitation de la journée de travail (dépend des travaux, des saisons), les M.T.S. coûtent cher aux kolkhoses : elles sont payées (en nature toujours) par ces derniers, même si sécheresse et intempéries ont compromis les récoltes.*

Encore un mot ? le journaliste connu, Youdine, dans la Pravda, *pour l'anniversaire de la Révolution d'octobre, signalait que les conditions de vie à la campagne et à la ville avaient tendance à se niveler, au moins en Russie Centrale. Il voyait là un signe de la marche vers le communisme !*

— Si nous nous limitions à l'étude de cette seule forme de collectivisation que fut celle pratiquée en U.R.S.S., ce serait absolument décevant.

— *N'oubliez pas, qu'en Russie plus qu'ailleurs, tout était favorable à la collectivisation, conditions géographiques, démographiques, historiques : des terres immenses, la survivance de l'esprit communautaire du* mir (*sorte de communauté paysanne russe primitive*), *sectes communistes des Doukhobors, des Tolstoïens. Déjà, les communes paysannes s'édifiaient. Qu'ont fait les bolchéviks ? Ils ont bâti sur la violence, une structure imposée artificiellement par les éléments citadins du parti. Les kolkhoses n'ont donc aucune valeur positive. Rien de commun avec une véritable collectivisation libertaire.*

NOTA : (1) Le camarade interprète me fait connaître par lettre que d'après la « Pravda » n° 347 du 12 déc. 48, des changements sont prévus pour la répartition du plan : jusqu'à présent, chaque Région sur la base de ce qui lui était demandé, prescrivait à chacun de ses kolkhoses les cultures à entreprendre. Maintenant, le Centre lui-même impose pour tous les Kolkhoses d'une même région la même culture. La tendance est donc à la Monoculture par grande région.

G. FONTAINE.

La semaine prochaine :
La Culture - Les Loisirs
L'Ecole - La Jeunesse

STALINIENS
et chauvinisme allemand

(Suite de la première page)

M. Tollet s'excuse auprès de ses lecteurs allemands et leur assure : « Ce n'est pas par un sentiment chauvin que nous demandons un contrôle commun de la Ruhr... Les Français désirent vivre en bonne entente avec les travailleurs allemands... » (page 7). « Populaire » et « Aurore » par contre sont présentés en « ennemis des travailleurs allemands ». Cinq pages plus loin on exige l'industrie de la Ruhr « pour le peuple allemand » et dans l'intérêt du « progrès allemand » et on ajoute qu'il n'y a là « aucune contradiction avec le contrôle exigé par les pays démocratiques ».

Encore quelques pages plus loin (page 14) la campagne « pour l'unité allemande » est ouverte et on y préconise l'union des travailleurs allemands et français « contre les impérialistes de Washington et Londres ainsi que leurs créatures de Paris et Francfort ». C'est dans ce sens que l'on se félicite de la grève de 24 heures dans la bizone « comme premier pas dans la lutte des ennemis du progrès allemand ».

Tout est bon pour la défense des intérêts de l'impérialisme russe. Hier on faisait la chasse aux « Boches » aujourd'hui même on continue à se présenter aux travailleurs français comme champions de la cause nationale française — et en même temps on fait appel au chauvinisme allemand. On a dissous — pour la forme — le Komintern pour donner carte blanche aux divers chauvinismes nationaux des divers P.C. Seulement — le torchon en présence est écrit par des staliniens français du P.C.F. Ils s'adressent aux travailleurs allemands qui pendant la grève des mineurs ont prouvé leur esprit internationaliste et prolétarien. Mais ce n'est pas l'internationalisme prolétarien que nous retrouvons dans « C.G.T.-Information » mais le chauvinisme le plus odieux. On comprend que ce bulletin doive rester « intérieur » en ce qui concerne le public français. La duplicité stalinienne serait trop vite démasquée.

Seuls les anarchistes, en combattant toutes les idéologies nationalistes et étatiques, défendent l'idée de la fraternisation prolétarienne à travers toutes les frontières.

MARTIN.

"La République moderne"

(Suite de la première page)

moins d'une ambassade, sinon de toutes ! Que propose, en bref, M. Michel Coanet, directeur général de la « République Moderne », dans son éditorial-directorial, comme utilisation des ressources extraordinaires de notre pays, tant sur le plan humain que sur le plan matériel ? La réponse tient en un paragraphe qui vaut d'être cité tout entier :

« Nous sommes certains que si la France se consacre avec énergie et diligence à son propre redressement, elle est capable d'être l'élément directeur du mouvement qui pousse les peuples d'Europe à s'unir pour la défense de leurs intérêts : elle doit aussi apporter à cette Europe l'appui des nations libres qui sont à même de constituer avec elle cette Union latine que tous les esprits clairvoyants sentent indispensable au sauvetage de la civilisation occidentale. C'est par là et non par des solutions de facilité que la Paix sera sauvée et que le monde pourra entrer dans la voie d'un avenir rayonnant après avoir vécu dans le cauchemar d'une sombre nuit sans espérance. »

Si l'on écarte du seul mot significatif (nous l'avons souligné), le bla-bla-bla endormeur des comices agricoles — le dessein, le « grand dessein » de M. Michel Coanet et de la « République Moderne » apparaît blanc sur noir. Ce dessein, c'est d'unir en un bloc latin (mais surtout anti-anglais), la France, la République papaline de Gasperi, l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, et les nations ibéro-américaines au premier rang desquelles brille l'Argentine de Péron ! L'impérialisme argentin nouveau-né — avec sa démagogie sans limites, ses descamisados, ses « ressources extraordinaires en blé, frigo, escudos, capucinades et paterno-syndicalisme — s'offre à la France, en la personne de M. Michel Coanet ! Tout le reste n'est que battage étourdissant de grosse caisse pseudo-libertaire, et ratatouillage autour du pot...

Il y a dans République Moderne de bonnes informations, des mots d'ordre attrayants, et des papiers — çà et là — que notre Lib n'eût pas désavoué. Mais on ne prend pas les mouches avec du vinaigre, et c'est pourquoi il est toujours nécessaire, avant toutes choses, de parler de « libérer l'homme » — de « défendre les libertés » — d'« éliminer les poisons totalitaires » — de « décentraliser les pouvoirs » — de « supprimer les privilèges de l'argent » — de « préconiser les communautés d'entreprise » — de « combattre l'étatisation » — de « rapprocher les peuples » — de « supprimer la misère » — de « donner la première place au travail », etc... Il est question, aussi, de « reconstituer l'unité ouvrière sur la base d'une action syndicale professionnelle politiquement indépendante (sic), de « renverser ainsi les courants actuels d'influence de la politique sur le mouvement ouvrier, par la constitution d'une puissance de masse qui soit une des coordonnées de la politique (resic) », de faire passer les syndicats du plan revendicatif au plan constructif » et de « faire valoir des exigences qui ne soient plus liées au cercle vicieux Prix-Salaires où ils ont été enfermés jusqu'ici », de « réconcilier le social et le national » (c'est tout dire !), et d'exiger la modernisation et la rationalisation, afin d'augmenter la productivité, chef de route de tous les problèmes économiques ».

J'ai dit que tout cela sentait le Péronisme à plein nez — je pourrais ajouter le national-syndicalisme phalangiste ; mais je crois que s'il y a lieu de prendre au sérieux la République Moderne, ce n'est pas à cause de Franco, ni même de Péron, ni de ce que représente en elle-même la République Moderne.

Ce qu'il y a de dangereux dans cette littérature, contre laquelle nos lecteurs et les ouvriers en général ne seront jamais trop vaccinés — c'est l'utilisation omniprésente — à mille faces, souvent sympathiques et à travers des hommes souvent dévoués et de bonne foi — qu'en fait l'Eglise romaine en général et le Vatican en particulier. La République Moderne offre un échantillon particulièrement typique, et particulièrement aisé à dénoncer dans l'actuel, du jeu de paroles et de contacts qu'emploit l'Eglise pour neutraliser l'adversaire et se hisser au pouvoir. Dans l'opposition, dans la manœuvre, elle est compréhensive, généreuse, cordiale, libérale et parfois libertaire — autant ou plus que tout autre parti. Là où elle règne en maîtresse, elle élimine de son appareil et de ses normes tout ce qui s'oppose au fanatisme le plus bestial. Les mots changent de sens, la bénédiction s'achève en anathème, la terreur et la servilité règnent sans limites.

Les braves gens qui ont aidé à construire de nouvelles bastilles se réveillent épouvantés. Il est trop tard ; Voyez l'Espagne, voyez tous les pays où le temporel et le spirituel sont réunis dans les mêmes mains. « Nous sommes antitotalitaires », dites-vous ? Tous les totalitaires ont dit cela — avant d'être au pouvoir. — Le remède ? Il n'en est qu'un seul : apprendre à se passer du pouvoir, entièrement. Construire, non la République moderne, mais la société anarchiste !

A. P.

F. A.
Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e^
Métro : Gare de l'Est
Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanch

NOTE DU COMITE DE GESTION

Tous les trésoriers de régions sont avisés de régler immédiatement toutes les cotisations au trésorier général et d'expédier à celui-ci tout le matériel non placé : cartes F.A., Timbres F.A., Timbres solidarité, Timbres C.A.I. de 1948, et de passer leurs commandes pour 1949.

Les difficultés matérielles et financières de la F.A. à cause de la négligence de quelques trésoriers de groupe, nous mettent dans l'obligation de ne délivrer du matériel 1949 qu'aux groupes ayant réglé la totalité des sommes dues. Trésoriers de Régions ! Faites activer la rentrée des cotisations.

LE C. DE G. DE LA F.A.

2e REGION

Paris-Est. — Le groupe se réunira le jeudi 6 janvier 1949.

Paris-Ouest. — Réunion du groupe jeudi 30 décembre, à 20 h. 30, Café Balagny, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris (17e). Assemblée générale. Renouvellement du bureau. Règlement des cotisations. Présence de tous les militants.

Groupe Charenton, Maisons-Alfort, Alfortville. — Réunion vendredi 14 janvier, à 20 h. 30, café Sauvage, 4, rue du Pont-d'Ivry, à Alfortville (à 5 minutes du carrefour d'Alfort). Présence de tous indispensable, salle chauffée.

4e REGION

Brest. — Groupe d'Etudes Sociales. — Les réunions ont lieu les 1er et 3e vendredis de chaque mois. Siège de la C.N.T. porte Vautran. Le 7 janvier sera discutée la faillite du mouvement syndical en France ? Invitation à tous les camarades.

Lorient, Auray, Vannes. — Les lecteurs du « Libertaire » (non abonnés), de la région morbihannaise, désireux de nous aider dans notre propagande : organisation de conférences, causeries, etc., sont cordialement invités à communiquer leurs nom et adresse au journal.

7e ET 8e REGION

C.A. Régionale. — Les trésoriers de groupes sont priés de régler au plus tôt les cotisations encore dues à Nevers, 11, Rue Pasteur à Saint-Fons-C.C.P. Lyon 1727-01 et de renvoyer au plus tôt le matériel restant.

Lyon. — Spartacus. — Réunion le samedi 8 janvier. Tous les camarades priés de venir, 20 heures, au Café du Bon-Accueil, angle rue Boileau-rue de Bounel. Camarades absents à la réunion du 21-12 particulièrement priés être là. Ordre du jour : mise au point action du groupe envers les divers mouvements de jeunesse. Causerie sur un sujet d'actualité.

AUX CAMARADES DE LA REGION STEPHANOISE

Le groupe Sébastien Faure informe les camarades de la région qu'à partir de l'année 1949, le jour de réunion sera le vendredi au lieu du jeudi, pour faciliter les camarades travaillant les 4 premiers jours de la semaine, conséquence des coupures de courant.

Demande aux camarades isolés de se mettre en relation avec le secrétaire, s'ils veulent bénéficier de la bibliothèque et de nos envois de tracts à diffuser.

Le trésorier du groupe, Ledin, C/C P. Lyon 246-03, recevra le montant des collectes en, faveur de la propagande, que les copains pourraient faire au cours de ces journées de fêtes (pensez au Jour de l'An du « Lib »).

Enfin, demande aux camarades chanteurs, musiciens, diseurs, etc., de se réunir afin de monter le programme d'une matinée artistique au profit du groupe.

Fontenis étant retenu pour Pâques (10 jours environ), y a-t-il 4 ou 5 groupes susceptibles d'organiser entre temps une tournée avec Paul Lapeyre courant février (4 ou 5 conférences, du dimanche au jeudi de la semaine choisie).

Répondre d'urgence en donnant suggestions à René Guillot, 10, rue de la Résistance, à Saint-Etienne (Loire).

10e REGION

Tarbes. — **Lecteurs s'intéressant mouvement anarchiste, prière se mettre relations avec E. Brunet, chez Martin, coiffeur, 7, rue du Cimetière-St-Jean.**

Toulouse. — « Bien-être et Liberté » sont informés que les réunions du groupe auront lieu les 1er et 2e lundis du mois, à 21 heures, au 4, rue de Belfort.

11 REGION

Carcassonne. — Groupe libertaire Han Ryner. Réunion intérieure du groupe les 1er et 2e jeudis de chaque mois.

12e REGION
Comité régional

Réunion des secrétaires des Groupes de la 12e région, le dimanche 2 janvier, à 9 heures du matin, au 12, rue Pavillon (2e ét.). M.L.E., Marseille.

TOULOUSE

La conférence sur les « Contradictions du Bolchevisme », organisée par notre groupe, a remporté un vif succès.

L'orateur, notre camarade J. Gilbert, a exposé avec impartialité les modes de vie en régime bolchevique.

Citons la présence d'un jeune chrétien progressiste — bien affable d'ailleurs — qui anima la discussion et celle d'un sympathisant qui, lui, répondit avec intelligence.

Souhaitons que les réunions suivantes se dérouleront dans une ambiance aussi cordiale et qu'elles permettront à un nombre toujours croissant de jeunes ouvriers et étudiants d'y venir fortifier leurs convictions révolutionnaires.

LE GROUPE DES JEUNESSES ANARCHISTES DE TOULOUSE.

CHINE

(Suite de la 1re page)

me, moins corrompue, possédant plus d'autorité et susceptible de garantir à Wall-Street leur investissement dans des entreprises RENTABLES, sûrs qu'ils étaient de pouvoir freiner l'Etatisation intégrale de la Chine, dans l'impossibilité de se passer d'eux.

Il semble d'ailleurs que le Département d'Etat ne s'en soit pas tenu là. Son refus d'aider la Chine nationaliste, n'a pas empêché l'apparition sur le front d'une aviation nombreuse et jusqu'ici inconnue. Tout le monde connait l' « indépendance » des généraux américains et il est possible que tel Clay en Europe, Mac Arthur soit l'argument discret et désavouable dont on se sert dans les coulisses. L'offensive communiste a d'ailleurs perdu ce caractère spectaculaire qu'elle avait il y a un mois. Des explications ont certes été données, mais nous savons que les militaires n'en sont jamais avares.

Dans cette gigantesque partie qui se joue en Asie, l'homme compte pour peu. Dans la stabilité retrouvée, il y a assez d'illusions pour rassurer la conscience puritaine du capitalisme anglo-saxon. Souhaitons sans trop y croire que dans l'évolution économique de la Chine se trouvent les éléments qui transformeront la révolte spontanée des paysans en une action déterminée et positive contre le dollar roi et contre l'Etat autoritaire et fasciste.

JOYEUX.

Défense de l'Homme

Précision : La note de la Rédaction parue à la suite de notre critique du n° 2 (« Libertaire » n° 160, page 2), ne concernait évidemment que les rapports de la critique du « Libertaire » d'une part, les camarades qui collaborent à « Défense de l'Homme » et qui sont membres de la F.A. ; d'autre part avec des camarades qui dirigent des revues extérieures à la F.A. Nous n'avons nullement eu l'intention de laisser croire que ces derniers sont tous membres de la F.A. Et je n'ai jamais (la question m'a souvent été posée en province), prétendu à une affiliation de Lecoin.

Le dernier paragraphe concernait Lecoin, mais non pas le précédent qui concernait ceux de ses collaborateurs membres de la F.A.

Service de Librairie

CE QU'EST L'ANARCHISME
BROCHURES

F.A. : Les anarchistes et le problème social, 15 fr. — **P. Besnard** : le fédéralisme libertaire, 10 fr. — **A. Bontemps** : L'esprit libertaire, 5 fr. — **Kropotkine** : L'anarchie, son idéal, sa philosophie, 20 fr.; Aux jeunes gens, 12 fr.; Le gouvernement représentatif, 12 fr.; — **R. Rocker** : De l'autre rive, 3 fr.— **V. Fouger** : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. — **E. Rothen** : La politique et les politiciens, 20 fr. — **Barbedette** : Pour la justice économique, 10 fr. — **M. Bakounine** : L'organisation de l'Internationale, 5 fr. — **Voline** : La révolution en marche, 12 fr. — **T.L.** : La laïcité, 12 fr. — **A. Frank** : La Corporation, 12 fr. — **E. Reclus** : l'Anarchie, 12 fr. — **Ignotus** : Asturies 34, 12 fr.

ETUDES

Voline : La révolution inconnue, 270 fr. — **Bakounine** : La Révolution sociale et la dictature militaire, 165 fr. — **Paul Gille** : La grande métamorphose, 100 fr. — **S. Faure** : Mon communisme, 260 fr. — **G. Leval** : L'indispensable révolution, 160 fr.

SYNDICALISME

F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 195 fr. — **P. Besnard** : L'éthique du syndicalisme, 75 fr.; Le Monde nouveau, 140 fr. — **F.A.** : Les anarchistes et l'activité syndicale, 15 fr. — **E. Rotot** : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. **F.A.** : Ce que font gagner les fonctionnaires : 20 fr.

CRITIQUES SOCIALES

Rhillon : La ligne du progrès et l'interprétation marxiste, 3 fr. — **E. Reclus** : La peine de mort, 3 fr.; Le mariage, 12 francs. — **Proudhon** : La justice pour suivie par l'Eglise, 350 fr. — La révolution sociale, 300 fr.; Lettres aux propriétaires, 300 fr.; Principes d'organisation politique, 300 fr. — **J. Duboin** : Economie distributive, 75 fr. — **Claraz J.** : La révolution prochaine, 100 fr. — **E. Berth** : Guerre des Etats et guerre des classes, 150 fr.; Du capital aux réflexions sur la violence, 120 fr. — **Prâdas** (en espagnol) : La crise del socialismo, 50 fr.; La révolucion y el Estado, 100 fr. — **J. Burnham** : L'ère des organisateurs, 300 fr. — **Ernestan** : La contre-révolution étatiste, 15 fr.

SYSTEMES TOTALITAIRES

C.A.A.B. : La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr. — **David Rousset** : L'univers concentrationnaire, 160 fr. — **A. Koestler**: Le zéro et l'infini, 200 fr. : Le Yoghi et le commissaire, 160 fr. — **Eugène Kogen** : L'enfer organisé, 300 fr.

HISTOIRE

Lissagaray : Histoire de la Commune, 300 fr. — **Kropotkine** : La Grande Révolution, 45 fr. — **Galtier-Boissière** : Mon journal pendant l'occupation, 140 fr. ; Mon journal depuis la Libération, 110 fr. ; Mon journal pendant la drôle de paix, 140 fr. ; Les Trois Héros, 180 fr. — **Le Crapouillot** : Histoire de la guerre (fasc. 1), 250 fr. ; fasc. 2, 250 fr. — **S. Faure** : Sacco et Vanzetti, 5 fr.

ESSAIS — PHILOSOPHIE

H. Ryner : L'Amour Plural, 50 fr. ; Les apparitions d'Ahasvérus, 60 fr. ; La Vie éternelle, 50 fr. ; Crépuscule, 120 fr.; Dans le Mortier, 120 fr. ; Amant ou Tyran, 120 fr.; Songes perdus, 120 fr.; La Soutane et le Veston, 120 fr.; Bouche d'Or, 120 fr.; Le Sphinx Rouge, 120 fr.; Les Esclaves, 15 fr.; Jusqu'à l'âme, 12 fr.; Petite causerie sur la sagesse, 25 fr.; Déterminisme ou Libre Arbitre, 20 fr.; Le Père Diogène, 60 fr.; La Tour des peuples, 260 fr. — **Muitatuil** (en espagnol) : Paginas Sélecta, 35 fr. — **G. Prâdas** (en espagnol) : Antologia de Pensamientos, 30 fr. — **Vigne d'Octon** : Pages Rouges, 50 fr.

PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

Buchner : Force et matière, 210 fr. — **Haeckel** : Histoire de la création, 400 fr. — **Darwin** : L'origine des espèces, 360 fr. — **T.-H. Huxley** : Du singe à l'homme, 180 fr.; Moïse ou Darwin, 60 fr. — **Lahy** : Du clan primitif au couple moderne, 50 fr.

REVUES

La Révolution Prolétarienne, 40 fr. le numéro. Pensée et Action, 30 fr. Défense de l'homme, 40 fr.; Etudes anarchistes : 40 fr.

PEDAGOGIE

A. Jouenne : Une expérience d'éducation nouvelle, 50 fr. — **S.A.T.** : Grammaire espérantiste, 120 fr. — **G. Giroud** : Campuis, 210 fr.

EDUCATION SEXUELLE
NEO-MALTHUSIANISME

Devaldès : La maternité consciente, 50 fr. — **J. Marestan** : L'éducation sexuelle, 180 francs.

Pour les frais d'expédition, joindre 20 fr. par livre et 8 fr. par brochure, plus 20 fr. par envoi recommandé.

Pour les pays autres que la France et les colonies, nous demander les frais pour l'expédition.

Nous ne répondrons pas des pertes postales si le colis n'est pas recommandé.

Envoyer les fonds à Joulin Robert, 145, quai de Valmy, Paris. C.C.P. 5561-76.

CULTURE ET RÉVOLUTION

LE MYTHE DU CONTRAT SOCIAL

La Grande Révolution Française a manqué son but et doit être recommencée, telle fut la pensée, non seulement des meilleurs parmi ses protagonistes et des spectateurs les plus éclairés qui la virent dériver de ses intentions ou de leurs espérances premières, mais du XIX[e] siècle en général, qui resta profondément marqué par la déception, le désenchantement succédant aux plus vastes confiances mises dans l'homme et dans son affranchissement.

Nous pouvons d'autant mieux comprendre cette attitude, nous qui avons vécu le drame de la grande Révolution Russe, et qui avons mesuré toute l'étendue de son échec. Plus la révolte va loin dans la rupture avec le passé, plus l'homme est dépouillé à nu par la destruction des contraintes traditionnelles, et plus la révolution manquée traîne derrière elle de renonciations à la vie, et de désespoir en la liberté. (Prenons bien garde qu'une révolution *anarchiste* avortée serait mortelle à la confiance vitale de l'homme dans l'homme; et pour cela sachons rompre avec toutes les illusions et tous les errements dont nous portons encore le faix!)

Une révolution décevante et déçue suppose une formulation consciente de ses propres buts *inférieure* aux situations et aux événements; inférieure surtout aux aspirations générales *inconscientes* qu'elle n'a pas su traduire en faits et en pensées claires; et tout nous démontre quel tel fut bien le cas de la Grande Révolution qui fut, substantiellement, un effort de la société profane, productrice et spontanée, pour abolir le joug des castes et des hiérarchies, mais qui fut conduite, par le jacobinisme politique, à l'impasse d'une nouvelle dictature idéocratique, exercée au nom de l'Etat national.

En vain les moroses consolations du déterminisme historique nous persuaderaient-elles que cette *limitation* était inscrite dans la nature des choses; que, selon la formule chère à Staline, « tout ce qui arrive, devait arriver, et tout ce qui devait arriver, arrive ». Pour que l'histoire ne soit pas un éternel recommencement, jusqu'à usure totale des forces de vie enclose dans l'espèce humaine, il faut que tout échec soit érigé en expérience profitable, lorsque le but proposé à cette expérience est impossible. Cela met en cause, non pas tant les *circonstances* que la *théorie* révolutionnaire. Et — sous cet angle, la critique impitoyable des théories socialement avortées est une tâche essentielle de tout homme soucieux du salut humain.

Quelle est la base fondamentale de la théorie démocratique, depuis le XVIII[e] siècle jusqu'à nos jours? C'est le *mythe du contrat social;* c'est le phantasme de la moralité *créée par l'Etat;* c'est l'utopie du gouvernement du peuple *par le peuple* (ou par une classe économique quelconque); c'est l'illusion vertuiste du *civisme* unitaire et centralisateur, le fanatisme du citoyen uniquement occupé de la chose publique, dévoué et *sacrifié* au bien général, de la « cuisinière apprenant à gouverner l'*Etat* ». C'est, en d'autres termes, l'aspiration de l'humanité productrice, humiliée par les castes, à constituer un appareil « dirigeant », à s'élever elle-même en caste « dirigeante », comme si le commandement était compatible avec le travail créateur!

On trouvera la critique de Rousseau et du Contrat Social chez Proudhon, en particulier dans « l'*Idée Générale de la Révolution au XIX[e] siècle* ». Chez Bakounine, elle revient aussi comme un leit-motiv des nombreux manuscrits inachevés où s'épanche la verve révolutionnaire du rival de Marx. Mais sa forme la plus cohérente apparaît dans une importante section annexe des écrits « antithéologiques » de la « *Proposition motivée* », présentée par Bakounine en 1867 à la Ligue de la Paix et de la Liberté. Nous considérons ce fragment comme capital, en ce qu'il critique à fond l'idéologie civique de la bourgeoisie et la théorie de l'Etat laïc, dans le cadre historique de 1789.

Les hommes du Tiers-Etat, sous la monarchie de droit divin, avaient été assez naturellement amenés à examiner la doctrine selon laquelle un petit nombre d'hommes est revêtu, par naissance ou vocation divine, du droit de commander et de dominer sur la société tout entière.

A cette critique s'opposait l'autorité de l'Eglise, ou plutôt des Eglises, rempart doctrinal de l'inégalité par l'investiture accordée aux castes privilégiées. Les bourgeois cherchèrent donc à séparer l'Eglise de l'Etat, ou mieux encore à la subordonner à l'Etat laïc. Pour éviter que la connaissance ésothérique *de* Dieu ou du Destin n'entretînt les prérogatives d'un clergé au-dessus de la société civile, ils cherchèrent à remplacer le mysticisme par un conformisme moral. D'autre part, ils ramenèrent la religion dogmatique à une religion plus humblement « naturelle ». Ils revendiquèrent *l'égalité* devant le Dieu des braves gens — ou devant un Dieu impersonnel et passif — inconnaissable ou identique aux lois de l'univers physique. Ils s'évertuèrent surtout à nier l'idée d'une Providence intervenant dans la *distribution des lots* sur cette terre. Ils affirmèrent que le fait de naître ici ou là, membre de telle caste ou nation, maître ou serf, riche ou pauvre, n'était qu'un effet du hasard. Ils expliquèrent par le milieu et l'éducation, par les sensations reçues et par l'exercice plus ou moins favorisé des facultés, les différences qui se rencontrent parmi les hommes. En niant que les choses fussent tout simplement *ce qu'elles devaient être, compte tenu de l'infirmité humaine et du péché* — comme le voulaient les théologiens — ils ébranlèrent dans les esprits l'ancienne consécration de l'ordre social et préparèrent une révolution dans les faits — cherchant d'ailleurs, soit dans l'antiquité, soit au delà des mers, soit dans leurs propres rêves philosophiques, un modèle de constitution idéale.

Mais l'ordre nouveau qu'ils préparaient ne se passait point d'une gendarmerie métaphysique. Ils maintinrent donc, comme garantie future de leur système moral, une Divinité et une Religion laïques, et, comme rétributeur de leurs vertus citoyennes, un Etre suprême incarné dans l'Etat national.

Puis, pour tout concilier — leur théorie de la *liberté* originelle de l'homme à sa naissance, et leur théorie de la soumission du citoyen aux pouvoirs résidant dans la souveraineté nationale — il leur fallut recourir à leur tour à un « miracle de la grâce », à un « mystère ontologique ». Ils appliquèrent la naissance de la moralité par l'abdication volontaire et réciproque de toutes les libertés dans la volonté de l'Etat — contrat imaginaire placé aux origines de la société même et tacitement renouvelé par chaque génération.

Ainsi les « philosophes » du XVIII[e] siècle reconstruisaient d'une main ce qu'ils abattaient de l'autre. Et comme il est impossible de baser sur une métaphysique entièrement abstraite une structure de subordination, de législation et d'obéissance pratiques, furent conduits à rebâtir, autour du fantôme inconsistant de l'*Etat laïc*, l'édifice des rites et des mythes, des pompes et des dogmes d'une nouvelle *théologie politique*.

Il est essentiel de percer à jour la théorie bâtarde et sophistique qui sert de fondement à la république moderne, et de montrer qu'il n'existe en réalité que deux hypothèses fondamentales, quant à l'origine de la moralité dans l'espèce humaine. Ou bien cette moralité naît de l'effort de développement de l'homme lui-même, comme être profane et non mystifié (et en ce cas, il est vain de lui donner comme gardiens et tuteurs des hommes *comme les autres*, que leur autorité ne peut que pervertir); ou bien la moralité vient de Dieu, par ses phophètes et révélateurs de la loi ne devant de comptes qu'à Dieu seul, et nous n'avons de gardiens que les Anges (1). *Profane* ou *mystique*, la morale ne peut être *politique*. Et, de fait, la politique est précisément, dans son domaine propre, la négation de toute morale humaine ou divine.

A. P.

(1) *La théorie suivant laquelle toute morale vient de Dieu — ce qui se passe sur la terre n'étant qu'un reflet « analogique » du Ciel, un « symbole » imparfait des réalités surnaturelles — a trouvé un adversaire audacieux en la personne de Feuerbach, qui en a pris le contrepied, à la suite de quelques poètes penseurs du XVIII[e] siècle et des âges précédents. C'est par un résumé de la philosophie de Feuerbach que Bakounine ouvre le feu contre le Mythe du Contrat Social.*

DEUX BIOGRAPHIES

Francisco Ferrer — Kropotkine

FRANCISCO FERRER : excellente biographie; presque un roman. Ferrer Guardia revit sous nos yeux, magnifiquement.

Les mœurs simples de la campagne catalane, l'Espagne de la fin du 19[e] siècle, sa pourriture politicienne, la misère populaire, les complots, les attentats anarchistes, l'exil, les loges, la vie de militant et de savant à Londres, à Paris, l'école moderne, Barcelone insurgée, le procès, les dernières heures, Sol Ferrer a su faire revivre tout cela avec ferveur. Elle a su camper dans ces cadres variés le type même du militant que fut Francisco Ferrer, infatigable, jamais abattu, calme jusqu'a la mort, héroïque avec simplicité.

Sol Ferrer nous dépeint son père plutôt comme un militant de la libre pensée et comme un franc-maçon que comme un militant anarchiste.

Pourtant, Ferrer, père de « Solidaridad Obrera », fondateur de l'Ecole Moderne, victime de l'Eglise, de l'Armée et du Roi, se déclarait lui-même anarchiste et s'il ne fut pas partisan du terrorisme, s'il fut avant tout éducationniste (avec la part d'utopie au sujet des « lumières » qui fut typiquement 19[e] siècle), il ne semble pas qu'il ait repoussé tout emploi de la violence révolutionnaire, ni qu'il se soit éloigné en quoi que ce soit de l'idéal libertaire.

Beau livre en tout cas, profondement émouvant.

*

KROPOTKINE : Fernand Planche et J. Delphy viennent de nous donner une vie de Kropotkine particulièrement bien construite et attachante.

Nous regretterons simplement de ne pas trouver plus de nouvelles connaissances sur la vie du grand militant et peut-être a-t-on trop cédé au goût de l'anecdote.

Il faut savoir gré aux auteurs de n'avoir pas sacrifié le savant au militant ou vice versa, et surtout de n'avoir pas artificiellement séparé les deux aspects de la vie de Kropotkine.

On doit même particulièrement noter l'honnêteté du biographe qui souligne la controverse entre Paul Robin et les Malthusiens d'une part, Kropotkine et son scientisme abondanciste d'autre part, et cela sans vouloir prendre parti.

De même, notons la manière intelligente, à la fois compréhensive et objective dont est traité le chapitre du manifeste des Seize.

Voici un très bon livre, que voudront lire tous nos amis.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE » :

Revues et bulletins d'études

Etudes matérialistes
(Louzon, avenue Fragonard, Cannes)

Les numéros 26, 27, 28 axés sur la dialectique, ne manquent pas d'intérêt.

Dans le n° 28 (novembre), une Etude de Louzon sur « l'Etatisation Interne », contient une foule d'idées mais aussi, nous semble-t-il, quelques paradoxes. Nul doute qu'Etudes Anarchistes n'ait bientôt quelque chose à dire là-dessus.

Les Cahiers socialistes
(R. Merjay, 14, avenue Pirmez, Bruxelles)

Le numéro de décembre (après une interruption de plusieurs mois) inaugure un Cours nouveau. Il ne s'agit plus seulement de confronter des thèses, ni de clarification doctrinale, mais aussi d'aller vers la création d'une force nouvelle pour la Révolution socialiste européenne.

Première étape : enquête adressée à toutes les personnalités susceptibles d'être d'accord sur « les conceptions fondamentales ».

Hélas ! les articles de Henri Frénay, Henri Brugman, Marceau Pivert sont d'un vague, ou plutôt d'un confusionnisme écœurant : des phrases *sur la nécessité d'une autorité politique fédérale et d'une Assemblée Européenne.*

Il semble que les Cahiers Socialistes puissent prétendre rassembler une sorte de III[e] Force européenne, un peu plus « à gauche » que celle de France. Ce n'est pas fameux.

La grande réforme
(Mme Humbert, 7 bd Demagny, Lisieux, Calvados)

Une étude sur le Problème Allemand est à signaler.

Un article intéressant de G.-C. Bruland sur « Partir de l'Homme » de Dwight Mac-Donald. (Ce n'est évidemment pas dans le même esprit qu' « Etudes Anarchistes » a étudié l'article de Mac-Donald). Un article d'Ernestan sur l'Enjeu français, *décevant un peu, qui conclut en mettant les socialistes français face à leurs responsabilités.*

Le numéro 27 de décembre est des plus intéressants. A. Prunier y répond magnifiquement à « l'Internationaliste » qui avait, assez légèrement, critiqué son article sur l'Inde et la Chine, paru dans le Libertaire *n° 135.*

Des points marqués contre les schémas marxistes et les pseudo-évidences abondancistes. FONTAINE

ÉTUDES ANARCHISTES

Le numéro 1 est paru

Abonnez-vous !

Le numéro :	
France et colonies	40 fr.
Etranger	50 »
Abonnement pour 5 numéros :	
France et colonies	175 fr.
Etranger	200 »
Abonnement pour 10 numéros :	
France et colonies	350 fr.
Etranger	400 »

Secrétaire de groupes : passez vos commandes

Au Maroc

RICHESSES AGRICOLES ET INDUSTRIELLES

Misère des Travailleurs

Quiconque arrive pour la première fois au Maroc est de suite frappé par l'impression d'un pays en construction certes, mais routinier et retardataire par ailleurs. Le Maroc reste avant tout un pays agricole et les colons français au nombre de quelques dizaines de milliers détiennent environ 9 à 10 0/0 des terres cultivables qu'ils exploitent à l'aide de méthodes assez nouvelles et d'une main-d'œuvre abondante et bon marché. La culture mécanisée s'est très répandue, de même que l'emploi des engrais chimiques (superphosphates surtout). Mais au point de vue irrigation et amélioration de la terre le plus gros effort n'est pas encore fait. Les colons, caste économique puissante sont plus pressés de gagner de l'argent au jour le jour que d'entreprendre des réformes à longue échéance. Aussi se contentent-ils de faibles rendements (1 à 5 qx à l'hectare pour le blé dans les Doukkala par exemple) mais leur récolte reste importante, car les domaines sont immenses, et ont peu coûté. En effet ils ont été en général volés au territoire des tributs avoisinantes. La main-d'œuvre, abondante et d'un coût insignifiant se trouve en faisant pression ou en corrompant les autorités des tributs marocaines. Quant à l'agriculture indigène elle reste très sommaire et ne connaît que la charrue en bois qui gratte la terre et une famille qui exploite un lopin de quelques dizaines d'ares par exemple vit très frustement. En outre les indigènes ne sont jamais à l'abri d'une saisie de leurs biens par le caïd ou le moggadem de la tribu. Ainsi à Marrakech la palmeraie entière (35.000 arbres) appartient-elle au pacha El Glaoui et est-elle exploitée par une main-d'œuvre corvéable qui ne toucherait pas à un fruit.

L'INDUSTRIE

Dans le domaine industriel le Maroc est encore peu équipé. Barrages hydro-électriques importants qui doivent alimenter Maroc et Algérie d'ici 10 ans, conserveries sur la côte (sardines à Safi) et surtout groupe de la région de Casablanca : huileries, raffineries de pétroles, savonneries, cimenteries, traitement des céréales d'exportation et enfin traitement des phosphates.

Ceci a donné une énorme importance à Casablanca (6 à 800.000 h. soit le 10[e] du pays) en développement surtout depuis l'occupation américaine grâce à des capitaux franco-américains. Elle fait presque tout le trafic au Maroc. C'est un port artificiel en eau profonde très mal situé d'ailleurs mais que des raisons financières ont fixé là.

Tout ce développement a provoqué un gros mouvement de construction. Casa, Fès, Marrakech même des petites villes comme Mazagan voient leur superficie augmenter rapidement par la construction de villas, de bâtiments industriels et d'entrepôts.

Construction d'ailleurs entravée actuellement par le défaut d'accessoires de plomberie ou d'électricité, surtout depuis que l'Etat Chérifien se mêle de construire à bon marché, c'est-à-dire plus cher, et moins qu'auparavant.

Enfin la balance commerciale est à peu près équilibrée grâce aux exportations de phosphate, bientôt de plomb et peut-être de pétrole. Toutes ces ressources minières sont en partie d'ailleurs aux mains de l'Etat par l'intermédiaire de sociétés nombreuses et riches.

Il existe cependant un malaise économique certain, dû à l'ingérence de l'Etat, mais sur lequel nous reviendrons après avoir parlé de la situation sociale.

LE PEUPLE

Au Maroc on peut distinguer 3 classes : la masse arabe, ignorante, misérable et sans ressources, une classe moyenne constituée par le prolétariat franco-espagnol plus aisé qu'en Europe et enfin la classe dirigeante composée des colons et fonctionnaires franco-arabes et juifs également. La colonisation française a créé de toutes pièces en 10 ans un Etat Chérifien sur le modèle des Etats capitalistes dominé sans limites par le résident français qui a tous les pouvoirs. Cet Etat puissant économiquement grâce à une série de monopoles (tabacs, douanes) profite essentiellement aux colons français et aux classes dirigeantes arabes qui de fastueux nababs sont devenus de hauts fonctionnaires ou des capitalistes trafiquants Tels Septi, à Fès, fêtant son premier milliard en 1942 et dépensant pour 130 millions de matériel automobile pour fonder une huilerie, ou le pacha de Marrakech possédant 20 ou 30 0/0 de participation dans toutes les affaires de sa région.

La colonisation française, il faut le répéter, n'a rien fait et c'était fatal, pour le peuple arabe, mais en modernisant économiquement le pays a donné de nouveaux moyens de domination aux classes dirigeantes locales. D'autre part elle précipite l'évolution sociale dans le sens technocrate en favorisant la montée rapide d'une classe de techniciens politiques ou économiques qui forment les cadres du parti nationaliste ou Istiquical peu important et peu dangereux mais pressé de faire partir les Français pour jouir pleinement et à elle seule des privilèges existants.

Quant au peuple, rien n'a été fait pour lui : s'il existe une règlementation du travail et des zones de salaires, on n'en tient aucun compte et alors que le salaire moyen légal est de 100 à 110 fr. il dépasse en réalité très rarement 50 à 60 fr. que ce soit à Casa dans les entrepôts (triages des graines chez Risca par exemple), ou à la campagne chez les colons (dans le Saïs, région de Fès, ou dans les Doukkda près Mazagan). On se rendra compte ce que cela représente en disant qu'un kilo de pain coûte 40 à 60 fr., le sucre 100 fr. le kilo, les pommes de terre 20 fr., le poisson 100 à 200 fr. : viande 150 à 300 fr. le kilo, fruits 25 à 50 fr. selon espèces, le tissu 400 à 500 fr. le mètre pour la belle qualité. La propriété individuelle n'existe presque pas, la propriété collective étant de règle dans les tribus avant le Protectorat surtout chez les Berbères de la région pré-Atlas. Mais elles sont pressurées par les caïds ou leurs représentants les moggadems, nommés par l'autorité française qui lèvent les impôts pour le compte des contrôleurs civils et des commandants de cercle et en gardent la bonne part pour eux. En outre si une région ne paye pas assez vite, on envoie quelques goums de tirailleurs ou quelques compagnies de légion qui vivent quelques semaines sur le pays.

Donc l'occupation française loin de résoudre le problème social l'a aggravé en faisant disparaître au profit de l'autorité centrale ou Makhzen tous les autonomismes locaux et l'indépendance jalouse des fractions et tribus berbéro-arabes.

Quant à la population des villes elle s'entasse incroyablement, juifs et arabes, dans des taudis donnant au-dessus des ruelles étroites des souks ou boutiques groupées par profession. Rien n'a été fait pour l'urbanisme, l'hygiène ou d'éducation. Casablanca va d'ici quelques années être dotée d'un hôpital moderne de 300 lits ce qui est insignifiant pour une ville de cette importance. Il n'y a que quelques hôpitaux sales et misérables dans chaque ville. Quant à l'urbanisme en profitent seulement les villes européennes et non les villes arabes, les médinahs ou les villes juives, ou mellahs.

Pour l'enseignement, budget de 237 millions et 30.000 élèves en 1946. Il comprend à côté de l'enseignement traditionnel religieux dans les médersahs et universités arabes, des lycées français ou franco-musulmans au recrutement soumis à l'autorité de contrôle, et des écoles musulmanes dispensant un enseignement franco-arabe à prédominance française. Enseignement bilingue aux programmes très chargés, comportant peu ou pas d'enseignement technique et profitant seulement aux privilégiés. L'enseignement primaire malgré de belles phrases de propagande reste négligeable sauf pour les Français et l'enseignement féminin est inexistant par suite des préjugés religieux (6.000 élèves). Enfin il manque de maîtres et d'instituteurs français et arabes. Un plan publié en 1945 prévoyait 100.000 élèves nouveaux en 10 ans. Inutile d'ajouter que les progrès réalisés depuis cette date sont nuls par manque de crédits (bien entendu !).

Deux facteurs retardent en outre le progrès social : religion et question raciale. La religion musulmane ici a dû, pour s'imposer, admettre toutes les superstitions locales et souvent le culte du marabout local prévaut sur celui d'Allah. En outre sous sa forme actuelle, l'Islam qui fut une civilisation plus qu'une religion, est un facteur de recul social par suite de son traditionnalisme et de son fatalisme. Soumission à Allah, soumission aux caïds, c'est tout même. Les classes dirigeantes et chics ne s'astreignent à aucun des nombreuses interdictions religieuses (jeûnes, prières, mets défendus, pas d'alcools, etc...), mais les imposent au peuple pour le maintenir en tutelle et lui faire accepter son sort. Le Ramadan ou jeûne d'un mois pendant le jour est la prescription la plus épuisante surtout quand il tombe en été. C'est alors que l'on voit les ouvriers tomber par dizaines abrutis par le soleil et les privations et cependant un Arabe surpris ne l'observant pas, est passible de prison ou même de mort, tout au moins dans le Sud. En outre l'hygiène, physique et morale, se heurte aux barrières des traditions religieuses et le progrès en devient très difficile.

La question raciale se pose surtout entre Juifs et Arabes. Le Maroc est un

(Suite page 4, col.)

Parmi les réalisations libertaires

LES TRAMWAYS DE BARCELONE (1)

Le moyen de locomotion le plus généralisé de Barcelone et de ses environs, était le tramway. On comptait en tout soixante lignes qui sillonnaient la ville et ses grands faubourgs extérieurs : Horta, Pueblo Nuevo, Bonanova, Badalona, Sans, Sarria, Gracia, Casa Antunez, Pedra Ivez, etc... La Société Anonyme des Tramways de Barcelone, au capital de 250 millions de pesetas, employait sept mille travailleurs.

De ce total, six mille cinq cents environ appartenaient au Syndicat des Transports Urbains, de la Confédération Nationale du Travail, et qui comprenait, en plus de la section des Tramways, celle des autobus, du métro (deux lignes en tout), des taxis et des funiculaires du Tibidabo et de la Rebasada.

La révolution du 19 juillet paralysa tous les moyens de transports, particulièrement les tramways, obligés à suivre des lignes en partie détruites, et emprunter des rues obstruées par des barricades dont souvent ils avaient constitué le principal élément. Les grands actionnaires, membres du Conseil administratif de la Société, ne se soucièrent pas de rétablir le trafic. Sans attendre, les militants ouvriers se réunirent au Syndicat et décidèrent de s'en charger. Les sections des autobus, du métro et du funiculaire suivirent leur exemple. Quant aux taxis, entièrement aux mains des nôtres, ils n'avaient pas quitté la rue.

Une Commission composée de sept camarades fut chargée de remplacer le Conseil administratif défaillant. Cinq d'entre eux étaient de vieux lutteurs de la C.N.T., deux, des militants de l'Union Générale des Travailleurs, dont la nomination était une concession fraternelle puisque cette organisation, dont les Staliniens n'allaient pas tarder à s'emparer, ne comptait que cinquante adhérents.

Armée de fusils, la Commission se présenta au siège de la Compagnie, dans le camion blindé que celle-ci employait pour le transport de son argent. Elle savait devoir y trouver un corps de garde composé de gardes civiles et chargé d'empêcher l'accès aux « éléments subversifs ». La délégation ouvrière bloqua la porte avec le camion, et le secrétaire en personne alla frapper. Des pourparlers s'engagèrent entre lui et le chef des gardes civiles. Les hommes, dont le tricorne évoquait la répression méthodique et implacable, n'osèrent pas livrer bataille. Ils téléphonèrent à leur caserne, d'où on leur conseilla de se retirer.

Maîtres des lieux, les sept délégués ouvriers montèrent dans les bureaux déserts. Ils n'y trouvèrent que l'avocat représentant les intérêts de la Société.

Or, deux ans auparavant, le secrétaire du syndicat avait été condamné, au cours d'une grève retentissante, sans qu'aucun délit ne pût être relevé contre lui, et sur l'insistance de cet avocat représentant la partie civile, à dix-sept ans de bagne. Rendu à la liberté depuis quatre mois, grâce à l'amnistie accordée dès le triomphe du Front Populaire, il avait immédiatement repris la lutte. Très obséquieux, l'avocat salua le « senor Sanchez » qu'il avait jadis traité de bandit.

Et comme notre camarade Sanchez lui répondait avec un sourire malicieux où n'apparaissait pas la haine, il se mit à la disposition « du Syndicat des Travailleurs », comme il avait été jusqu'alors à la disposition des capitalistes. On accepta ses offres.

C'était le vendredi. L'homme demanda l'autorisation de se retirer chez lui jusqu'au lundi. On la lui accorda. Au moment de partir, pensant qu'il pourrait rencontrer en route des travailleurs plus rancuniers, il pria le « senor Sanchez « de bien vouloir le faire accompagner jusqu'à son domicile, par une patrouille de camarades. On l'accompagna. Et, arrivé chez lui, il téléphona au « senor Sanchez » en le remerciant avec effusion pour sa gentillesse et en lui promettant de se présenter le lundi pour aider aux travaux de l'administration. Mais, le lundi, il avait sans doute passé la frontière, car on ne le revit plus.

Le Comité syndical avait déjà convoqué les délégués des différentes sections techniques : cables, trafic (conducteurs et receveurs), équipes de réparations et de voirie, ateliers et dépôts, magasins, comptabilité, bureaux, camions. D'accord avec lui, tous les délégués décidèrent la remise en marche immédiate des tramways.

Par radio et par voie de la presse, tous les travailleurs furent convoqués à une assemblée générale. Personne n'y manqua, sauf quelques fascistes. Sans exception, les ingénieurs se mirent au service du Syndicat. Parmi eux, se trouvait un colonel, ex-directeur du métro, puis chef de la section du trafic des tramways, que sa sympathie pour les travailleurs avait fait rétrograder au service des archives. Il fut immédiatement réintégré à son ancien poste.

Des équipes parcoururent la ville, déblayèrent les rues, enlevèrent les barricades. Les rails arrachés furent remis en place, et, cinq jours après, le 24 juillet, ce n'était plus six cents tramways qui parcouraient les rues et les alentours de la ville, mais sept cents. La centaine supplémentaire avait été réparée avec une rapidité surprenante, afin d'éliminer les balladeuses qui causaient de trop nombreux accidents. Et les sept cents tramways peints des couleurs rouge et noire, portaient les initiales prolétariennes et libertaires de C.N.T.

La Semaine prochaine :

La gestion financière — Le progrès techniques. Gaston LEVAL.

POUR LA PROPAGANDE ANARCHISTE parmi les travailleurs allemands

Le « Anarchistisches Mitteilungsblatt » n° 3, la feuille d'information anarchiste en langue allemande éditée par la C.R.I.A. vient de paraître sur deux pages imprimées avec l'aide des camarades espagnols. Il contient en outre un article sur le problème de la Ruhr, basé sur l'exposé du camarade Joyeux dans le « Lib » du 10 décembre; un article sur le blocus de Berlin et une note sur la faillite de l'O.N.U. et la position de la F.A.F. dans le mouvement de Garry Davis.

Passer les commandes à C.R.I.A., Joulin, 145, quai Valmy, Paris 10[e]

C.R.I.A.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

BILAN 48

D'une année de DÉSASTRE à une année d'ESPÉRANCE

L'ANNEE qui se termine est à marquer d'une pierre blanche par le monde ouvrier, par les syndicalistes de France. Elle a vu la scission de l'énorme C.G.T., colosse aux pieds d'argile, une scission « non valable » comme disait l'Autre parce que axée sur la politique, pour des buts politiques, dirigée, encorsetée par des politiciens. Elle a vu l'écart grandir entre les salaires et les prix d'une façon telle que le pouvoir d'achat des masses laborieuses se trouve réduit en ce premier janvier 1949 à 45 p. 100 du pouvoir d'achat de ces mêmes travailleurs en 1938, année qui, cependant, marquait déjà une nette régression si on veut bien la comparer avec 1929.

1948 a été marquée de terribles sursauts, de grèves « sauvages », désespérées, immédiatement exploitées par le parti stalinien, ne cherchant qu'à lutter contre le plan Marshall, qu'à affaiblir le pays par simple souci de politique pro-stalinienne, sans tenir aucun compte des aspirations profondes des masses aux abois et préparant de ce fait la voie aux expériences totalitaires de quelque horizon qu'elles viennent. Les mines, en particulier, ont été l'objet de l'attention de tous ces fringants messieurs et le prolétariat du sous-sol a pu, au cours de la plus longue grève de son histoire, mesurer la distance existant entre les promesses des partis syndicaux et la réalité de chaque jour. 1948 a vu le découragement envahir la population exploitée par un patronat sûr de l'impunité et trahie par des centrales aux initiales trompeuses, la désertion des syndicats, le triomphe de gouvernements aux ordres, utilisant au maximum une police, une magistrature, une armée dûment stylées.

Grèves du Livre, des transports, des dockers, des marins, des métallurgistes, etc... Des milliers de grèves. POUR RIEN. Pour rien parce que partant de faux principes, pour de faux buts, avec de faux guides à leur tête.

1948 a enfin vu une nouvelle éclosion de syndicats JAUNES ; une étonnante dispersion des forces ouvrières — œuvrant toutes bien entendu pour l'unité, au nom de la liberté, dans une atmosphère d'apolitisme tartuffe. C.G.T., Kominform, C.G.T., Wall Street, C.G.T., Rome, C.G.A. propriétariste C.G. des Cadres technocrate et bourgeoise, Confédération Générale du Commerce et de l'Industrie (!), tous et toutes sourient à droite, sourient à gauche, serrant à tour de rôle la main de Villiers, grand-prêtre de la Confédération nationale du Patronat français, tantôt pour le plan Marshall, tantôt contre. Tous et toutes bafouant, brimant, exploitant, se moquant du malheureux prolétaire, du pauvre exploité, ahuri par tant de dialectique, marches et contremarches, à qui l'on ne demande que sa cotisation mensuelle et d'obéir aux ordres papaux. Discipline ! Enfin la promesse formelle de bonnes lois hyperscélérates, de réduction du droit (sic) de grève, le renforcement des troupes « spécialisées » et un Moch et un Mayer socialistes de choc aux ministères-clefs antiouvriers et œuvrant au delà de toutes les espérances capitalistes. Misère, sang, répression gaullisme, stalinisme. Voyez passif !

Mais à côté de cet effarant tableau suintant la peur et la trahison, il y a les espoirs de demain. Espoirs faits d'une saine réaction constatée à la base. Que ce soit au sein de la C.G.T. ou de F.O., des militants se dressent, se groupent contre les faux directeurs de pensée, contre les autoritaires sans scrupules et sans foi. Dans chaque centrale — même à la C.F.T.C. — il y a effervescence. Et ceux qui vivent avec et pour le peuple reprennent courage au spectacle des magnifiques dévouements qui se découvrent. 1948 aura été AUSSI cette empoignade, cette effervescence, cette décantation. Il aura préparé un 1949 où les politiciens tarés risquent fort de subir le sort de tous les traitres.

Pour la première fois — d'une manière consciente — la grève à caractère gestionnaire a tendu à remplacer la grève sur le tas. Cette conception anarchiste de l'action ouvrière a bouleversé toute la stratégie des bonzes vissés aux sièges confédéraux. En réactionnaires qui se respectent, ils se sont dressés contre elle, UNANIMEMENT ET DANS LES FAITS, mais l'IDEE a fait son chemin dans les masses et demain verra sans aucun doute des tentatives de gestion directe beaucoup plus poussées, plus étendues, plus généralisées.

1948 aura vu AUSSI la tenue de la Conférence nationale syndicaliste organisée les 20 et 21 octobre par le Comité de liaison des Syndicats autonomes et la création d'un Cartel national d'unité d'action syndicaliste où, fraternellement unis, au coude à coude, voisinent et luttent tous ceux qui veulent qu'effectivement CELA CHANGE. Pas seulement par la parole mais par les actes, dans la réalité. Syndicats Autonomes, Confédération Nationale du Travail, minorités révolutionnaires agissantes de la C.G.T., de F.O., de la Fédération de l'Education nationale, 1949 s'ouvre à votre action comme un champ de bataille Il vous faudra lutter, implacablement, férocement. Vous seuls pouvez écraser les forces du mal conjuguées. Par votre violence, par votre pureté vous vaincrez, mes camarades, parce que vous êtes les plus forts. Plus forts que les pitres à face rouge et à cœur blanc, plus forts que les « valables » à talons écarlates, plus forts que tous ces réformistes à sang de navet, parce que décidés à revaloriser ce qui a fait le pur syndicalisme : l'action directe, l'abolition du salariat et du patronat

Wall Street, Moscou, de Gaulle, vous ne passerez pas !...

Place à la Révolution sociale !

J BOUCHER.

La semaine prochaine :
L'association capital-travail
et les Comités d'Entreprise

A travers LA PRESSE SYNDICALE

Le « Travailleur de la Mer », organe de la Fédération Nationale des Syndicats Maritimes (C.G.T.), écrit :

Notre Fédération, tout comme la C.G.T., vit des propres cotisations de ses adhérents. Ce n'est pas chez nous que sont distribués les millions de l'A.F.L. (Irwing Brown) et ceux du gouvernement français (les 40 millions de Daniel Mayer). F.O. et les syndicats chrétiens connaissent bien, eux les généreux donateurs.

Lorsque l'on sait que cette Fédération adhéra à l' « Internationale des Gens de Mer », organisme subventionné par Moscou suivant un mécanisme minutieusement décrit par Jean Valtin dans son livre : « Sans patrie ni frontière », on reste confondu devant l'effronterie de ces gens-là.

Dire que l' « Imprimerie Française » (C.G.T.) est le journal de tous les travailleurs du Livre est certainement exagéré, c'est, tout au plus, celui du rénégat EHNI et de quelques-uns de ses acolytes qui essaient, dans le dernier numéro, de justifier leur « patron » :

Et puisque Avena parle de décisions de Congrès, il ne sait sans doute pas que tous nos congrès se sont prononcés en faveur de cette paix définitive entre tous les peuples. Et c'est en respectant ces décisions que je suivrai tous ceux qui, même comme « le citoyen du monde » Garry Davis, ont horreur des guerres.

Quant à toutes les autres critiques visant la C.G.T., on en reparlera. Mais il y a à peine quelques mois, la grosse majorité de nos camarades ont répondu, comme il convenait, à tous les Avena, et c'est ce qui est difficile à digérer.

Dans « Le Peuple », un magnifique exemple de l'indépendance de la C.G.T. envers les partis politiques, en général, et le P.C., en particulier :

Hier, s'est tenu, à Varsovie, le Congrès d'unification du Parti socialiste et du Parti ouvrier polonais en un seul parti de la classe ouvrière. Il est curieux de constater, à ce sujet, que ceux qui ont commenté pendant des jours et des jours avec indignation le juste châtiment qui frappa un Mikolajczyk restent aujourd'hui silencieux devant un événement qui intéresse cependant des millions de Polonais et qui est d'une importance considérable pour le développement de la Pologne nouvelle.

Dans la « Révolution Prolétarienne », une excellente étude sur la grève gestionnaire, signée « Ravachol » ? Etude qui serait à citer en entier :

Des idées ont été émises sur le déroulement possible d'une telle opération. Dans les transports (autobus, tramways, S.N.C.F.) on préconise de faire rouler les trains sans percevoir le prix du parcours, demandant seulement aux clients quelque argent pour alimenter le fonds de grève.

Il est bon de rappeler que cette méthode nouvelle de lutte qui, depuis, a fait son chemin, a été préconisée pour la première fois, par le Congrès constitutif de notre Fédération anarchiste, en 1945.

L' « Action Sociale » disparaît Nous ne pouvons que le regretter et souhaiter que cette disparition ne soit que momentanée Dans son dernier numéro, ADRIEN, dans un article d'ailleurs assez confus, pose le problème de l'unité, en dehors, dit-il, de toutes préoccupations sentimentales qui se termine par ce souhait :

Ce regroupement agissant des forces saines du syndicalisme ouvrier sera, avant tout, l'œuvre des militants de base. C'est une des conditions de son succès.

Les méthodes de regroupement syndical feront l'objet d'un prochain article de notre page syndicale.

Les difficultés d'existence qu'éprouvent les journaux syndicaux libres nous font mieux apprécier le mérite de nos camarades de la CN.T. qui nous présentent cette quinzaine un excellent « Combat Syndicaliste », tant par sa présentation que par la diversité de ses rubriques et le contenu de ses articles. Je ne citerai pas le « Combat ». Je pense que tous ceux qui s'intéressent à notre page syndicale doivent lire son indispensable complément : « Le Combat Syndicaliste », qui reste le dernier et seul journal du syndicalisme révolutionnaire. Lisez, faite lire autour de vous, le « Combat Syndicaliste ».

MONTLUC.

A CLERMONT-FERRAND

Petit avertissement au « camarade » COULANDON

« Au royaume d'utopie ». Tel était le titre par lequel la rubrique « Halte-là » abordait le 15 décembre dernier dans le journal « La Montagne », une critique (?) de la position des « grands-prêtres » de l'existentialisme et du surréalisme.

Et l'intellectuel de chef-lieu de canton qui signe « les Montagnards » de faire de l'ironie facile sur l'Utopie, sur l'anarchisme intellectuel, sur l'esprit qui se trémousse dans les caves de Saint-Germain-des-Prés. Et d'ajouter « ... les chemins de l'anarchie ne mènent à aucun carrefour. Ils se perdent ».

Nous répondrons au pisse-copie que les anarchistes se réjouissent de la sympathie que certains surréalistes et existentialistes apportent à leurs idées mais qu'il existe une Fédération Anarchiste dont les militants savent ce qu'ils veulent, dénoncent quand il le faut les « utopies » étatistes, et n'ont pas grand chose de commun avec les gens de Saint-Germain-des-Prés.

Nous répondrons à M. Coulandon qu'il est malhonnête de supposer que les anarchistes peuvent supprimer le forfait simplement en supprimant les prisons, d'assimiler les anarchistes à des « conspirateurs barbus » et de confondre leurs vues réalistes avec le confusionnisme de Sartre.

Nous répondrons encore à M. Coulandon que si les chemins de l'anarchie se perdent, ceux du socialisme parlementaire mènent loin. C'est bien le même M. André Coulandon, en effet, qui député de la S.F.I.O., vota à Vichy des pouvoirs à Pétain, ce qui lui vaut aujourd'hui d'être inéligible... et consul de Belgique.

M. Coulandon, d'ailleurs, fut résistant... c'est-à-dire qu'il participa aux côtés de son frère (un des principaux organisateurs de la Résistance Auvergnate, lui) à la lutte clandestine... en fondant en 44 un journal du maquis aujourd'hui moribond.

Le monsieur appartient à la Société des Gens de Lettres et se réclame de l'école journalistique de Zévaès. Pauvre Zévaès !

Très riche, notre Consul passe son temps en cérémonies officielles. Lorsque son « esprit » après de nombreuses libations est inspiré par l'alcool, il ne dédaigne pas d'afficher, au grand scandale de la société, une sympathie conditionnée pour l'anarchie.

Nous conseillons à M. Coulandon de ne plus s'occuper d'anarchie et d'anarchistes, de ne plus parler de ce qu'il ignore et de ceux qui le méprisent. Que M. Coulandon se contente donc de mieux gérer ses actions du journal d'Alexandre Varenne !

PROGRAMME MINIMUM du Cartel d'Unité d'Action syndicaliste

La semaine dernière, nous avons donné ici le texte intégral de la Charte du Cartel, nous nous devions cette semaine de diffuser son programme minimum.

La Conférence se prononce pour le programme minimum suivant, sur lequel tous les membres participants s'engagent à ouvrir la lutte en vue de son aboutissement total.

Elle se déclare pour :

1° La suppression du blocage des salaires.

2° La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires.

3° Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938.

4° Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution de salaire.

5° Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait paiement intégral du salaire sur la base de 40 heures de travail.

6° Pour la suppression des zones de salaires — des primes de rendement — du salaire à la tâche sans normes préalables.

7° Pour la compression de l'éventail des salaires.

8° Contre l'arbitrage obligatoire.

9° Pour l'organisation des Comités de chômeurs sous contrôle syndical.

10° Pour la garantie du salaire minimum vital aux vieux travailleurs.

11° Pour l'organisation de l'apprentissage.

12° Pour la fixation du minimum vital des fonctionnaires dans les conditions prévues statutairement.

13° Pour le financement total du reclassement des fonctionnaires à compter du 1er janvier 1949.

Elle se prononce,

Contre la capitalisation ouvrière et contre toute forme d'association du capital et du travail.

Elle se déclare,

Pour la défense des libertés ouvrières,

Pour le respect du droit de grève.

Pour toutes les grèves apolitiques et revendicatives et plus particulièrement pour toute grève à caractère gestionnaire.

Elle se prononce,

Contre toute ingérence politique à l'intérieur des syndicats.

Elle se déclare,

Pour la suppression des crédits militaires et le report de ceux-ci au profit des Services d'utilité sociale.

Pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Elle se prononce,

Contre tout régime autoritaire.

Elle se déclare,

Pour le contrôle des prix par les Organisations syndicales.

ERRATUM

Une regrettable erreur de mise en page s'est glissée la semaine dernière. La Charte du Cartel national d'Unité d'Action syndicaliste se termine à « chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à l'Internationale ». Tout le reste du texte vient à la suite du programme minimum que nous publions aujourd'hui.

Ce n'est pas très grave et les lecteurs auraient rétabli d'eux-mêmes si Charte et programme minimum avaient pu passer dans un même numéro.

Après la grève des HOSPITALIERS

A la veille de la grève des hospitaliers, sur invitation, le bureau syndical C.N.T. prenait contact avec les membres du bureau syndical Force Ouvrière.

A notre étonnement la C.F.T.C. ne répondit pas à l'invitation de F. O. alors que la C.G.T. se voyait écartée. Le but de cette convocation était de savoir quelle serait l'attitude de la C.N.T. face à la grève que déclanchait F. O. ?

C'était simple. Si la grève était votée à la majorité dans les établissements, nous y prenions part en exigeant des comités de grève et un comité central de grève (pour l'ensemble des hôpitaux) ayant pour tâche de former une délégation (représentant toutes les tendances dans le mouvement), qui seule, serait habilitée pour engager des pourparlers.

F.O. ne l'entendait pas de cette oreille à en juger par la circulaire ci-après envoyée à ses secrétaires de sections.

Le Conseil Central Syndical, réuni le 8 décembre, confie exclusivement au Bureau Central F.O. le soin de mener et conduire le mouvement engagé par la section des hospitaliers.

Il autorise cependant les secrétaires des sections locales à inviter tous les travailleurs qui approuvent le mouvement et qui désirent s'y associer en vue du triomphe du reclassement.

Néanmoins des comités de grève s'étaient déjà constitués dans la plupart des établissements, tandis que les différents organismes C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C., comité d'entente (C.G.T.-C.F.T.C., cadres) partaient chacun de leur côté en délégation dans les ministères, à la conquête de lauriers problématique (la reprise des cartes est proche).

Cependant, dans les assemblées générales de nombreux hôpitaux et dans les comités de grève, nos camarades de la C.N.T. demandaient toujours la constitution d'un comité central de grève.

Après le lâchage de F. O., la grève continua. Quelques éléments de base de F. O. et des chrétiens restaient dans la bataille.

Pour répondre au désir d'un certain nombre de militants, la C.G.T. — majoritaire dans le comité de grève — invitait à titre consultatif les représentants de chaque tendance en grève, à leurs réunions de délégués. C'est ainsi que dès le premier dimanche de grève, seule parmi les minoritaires, la C. N. T. demandait aux délégués de la C. G. T. s'ils avaient l'intention de former un comité central de grève ou s'ils voulaient jouer le même jeu que F. O. au début du mouvement, c'est-à-dire ranger sans condition tous les grévistes sous leur bannière ? Loch (permanent de la C. G. T.) répondit au nom de la C. G. T., qu'il était impossible de faire ce comité central de grève !

Malgré cette profonde divergence, nos camarades sont restés dans les comités de grève et ont continué dans l'action engagée jusqu'à la dernière minute.

Après la reprise (des assurances étant données pour les indices de sommet de chaque catégorie et la promesse de réunir une commision de reclassement début janvier 49), il apparaît clairement aux travailleurs des hôpitaux que cette grève n'était qu'une grève pour se rappeler au bon souvenir des adhérents en cette période de reprise des cartes.

Le caractère gestionnaire de la grève signalé il y a quinze jours par le Libertaire, lui permet cependant de montrer au monde du travail que son salut ne viendra que de lui-même. En tout cas, pour la C. N. T., les objectifs immédiats restent les mêmes :

1° Réduction puis suppression des classes par catégorie ;

2° Compression de la hiérarchie des indices.

LEPETIT MYST.

AU MAROC

(Suite de la 3e Page)

cocktail de races : Berbéro-Romains, Arabes, Mauresques, Noirs soudanais, anciens esclaves, et Juifs diviscés en cinq ou six couches selon la date d'arrivée dans le pays. Outre la séparation formelle des habitations on voit de temps en temps des massacres comme à Oujda cette année aggravés par la présence des troupes françaises, l'armée restant au Maroc la force sociale la plus importante et jouissant d'énormes facilités de vie (légion, spahis, tirailleurs, goumiers, etc.), composée de Français et d'auxiliaires indigènes.

Enfin pour finir ce tableau de la situation marocaine disons un mot du mouvement ouvrier. Les syndicats (C. G.T., F.O., C.F.T.C.) ne sont accessibles qu'aux Français (ouvriers des chemins de fer, des transports surtout) et le droit syndical est très limité. Ainsi dernièrement deux militants communistes se sont vus internés pour distribution de tracts. Les grèves sont difficiles (pourtant la C.G.T. a pu déclencher une grève de 1 heure aux chemins de fer il y a quinze jours, mais elle a été bien entendu inefficace et démagogique, la C.G.T. marocaine suivant le P.C.F. dans sa démagogie). Les syndicalistes sont en outre continuellement soumis à des pressions et des brimades de la part de la Résidence. Signalons encore que la presse est toujours censurée.

Quant au mouvement libertaire et à la C.N.T., à demi-clandestins, ils sont représentés surtout par des éléments espagnols émigrés depuis la révolution et par quelques militants français. Quant aux masses indigènes elles n'ont pas encore été touchées par notre mouvement.

En conclusion, malgré un essor économique et technique certain et malgré une volonté de moderniser le pays il ne faut pas oublier que la situation sociale reste inchangée et toujours aussi misérable et qu'il existe un malaise certain même parmi les Français dû aux méthodes étatiques et à l'ingérence de l'Etat dans l'économie : les mines, les transports contrôlés par le B.C.T. qui possède le monopole des transports routiers, par l'intermédiaire des coopératives agricoles indigènes qui sous prétexte de soutenir le paysannat indigène et de le protéger contre les trafiquants, le soumet à l'Etat. Aussi accompagnant cela les scandales ne font-ils pas défaut: faux bons d'essence, crise du logement et achat de fonctionnaires, mesures stupides à Safi stoppant la campagne de sardines, hausse des prix, etc. Toute la gamme des vices du capitalisme.

Ainsi le Maroc, pays riche facilement exploitable, est-il un exemple de plus de l'incapacité et de l'injustice du régime capitaliste viciant tout par l'esprit de profit.

P. C.

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

• **PARIS-5e.** — Palais de la Mutualité, rue Saint-Victor, métro : Maubert-Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage), le vendredi 7 janvier 1949 : LA GRANDE QUERELLE DE L'ABONDANCISME ET DU NEO-MALTHUSIANISME, par Louis Louvet avec la participation de Renée Chevillon (abondance) et Hainer (néo-malthusianisme).

• **MARSEILLE.** — Salle Artistic, 7 janvier 1949, à 19 heures : LE PROBLEME DE L'EDUCATION. Orateur: André Arru.

• **TOULOUSE.** — Jeunesse, 4, rue de Belfort, mardi 11 janvier, à 21 h. : LA REVOLUTION MECANICIENNE. Orateur : Robert Bruneau.

• **10e, 11e et 12e Régions.** — Tournée Maurice Joyeux. Sujet traité : La F.A. face aux événements actuels.

• **NIMES.** — Le mardi 4 janvier, à 21 heures, salle du Foyer Communal.

• **LA GRAND-COMBE.** — Le mercredi 5 janvier, à 17 h. 30, salle municipale.

• **AYMARGUES.** — Jeudi 6 janvier (pour la salle et l'heure, consulter les affiches).

• **PARIS-OUEST.** — Café Le Balagny, 79, avenue de St-Ouen, Paris 17e, le 6 janvier, à 20 h. 30. Sujet : La Défense de la monnaie, par Eric Albert.

C. N. T.

89, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IXe
Permanence tous les jours
de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures,
sauf le dimanche

U.L. Chatou-Croissy et St-Germain. — Réunion d'informations le 9 janvier, à 9 heures, à Saint-Germain-en-Laye.

Intercorporatif de Brest. — Nous invitons tous les camarades syndicalistes de Brest à assister à l'importante réunion du dimanche 9 janvier, 9 h. 30, local de la C.N.T.

19e REGION

Marseille. — 22 janvier, à 20 heures, aux Salons Longchamp, boulevard Longchamp, grand festival.

Prière de se munir de cartes d'invitation qui seront distribuées chaque mercredi soir et dimanche matin, au siège du syndicat, Bar Artistic et 8, square Stalingrand, Marseille

« LA VACHE ENRAGÉE »

Les Goguettes des Chansonniers et interprètes de « La Vache enragée » et de « Chantons quand même !... » reprendront dimanche 2 janvier, à 16 heures 59, rue de la Glacière et se poursuivront le 9 janvier à la même heure et ensuite tous les samedis à 21 heures.

Le Bal de La Vache enragée aura lieu le 8 janvier à 23 h. 30, au profit de sa caisse d'entraide.

Le Gérant : M. JOYEUX

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-2e